



R A P P O R T
A N N U E L
2 0 0 0

 **Sonatel**

R A P P O R T
A N N U E L
2 0 0 0





sommaire

lettre du président	4-5
message du directeur général	6-8
carte d'identité	9
conseil d'administration	10-11
organigramme du groupe	12-13
chiffres clés du groupe	14-17
Sonatel en bourse	18-21
marché des mobiles	22-26
Internet	27-31
téléphone fixe et réseaux de données	32-35
faits marquants et évènements majeurs	36-40
rapport financier	43-82
rapport des commissaires aux comptes	83-85
projets de résolution	86-87



“Les investissements réalisés durant l’année et la baisse des tarifs internationaux ont favorisé un développement soutenu de l’activité entraînant une croissance du chiffre d’affaires du groupe de l’ordre de 22%”

LA LETTRE DU PRÉSIDENT

Les moteurs de cette croissance sont l'augmentation du parc fixe, la croissance du trafic international entrant au Sénégal, l'explosion du nombre d'abonnés mobiles et le développement du trafic généré par Internet.

La croissance de l'activité, combinée à une bonne maîtrise des charges, a permis malgré les baisses de tarifs réalisées une croissance de 4,2% du bénéfice net du groupe, qui passe de 40,7 Milliards de Fcfa à 42,5 Milliards de Fcfa.

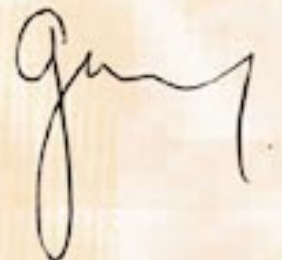
La stratégie de la Sonatel est d'utiliser ces bénéfices pour financer le niveau élevé d'investissement que requiert l'accès du plus grand nombre de Sénégalais aux services de télécoms, améliorer la rémunération du personnel et maintenir le niveau des dividendes versés aux actionnaires qui nous ont fait confiance.

Cette stratégie s'est montrée efficace; la concurrence qui se profile à l'horizon sera pour nous l'occasion de mettre en oeuvre en 2001 le changement auquel nous nous préparons depuis plusieurs années.

Pour préserver votre confiance, cette dynamique de croissance sera maintenue.

Le Président

Pierre GODINIAUX



“Au terme de l’exercice 2000, notre ambition de faire de la Sonatel la première Entreprise Sénégalaise, leader des opérateurs de Télécommunications en Afrique de l’Ouest, tend à se concrétiser grâce aux nombreux succès notés dans la mise en œuvre des politiques et programmes devant accompagner la croissance”.

*C*e leadership sous régional devra s'apprécier également en termes de service au client. En effet, la satisfaction de nos clients sera un atout incontestable pour notre entreprise appelée à évoluer dans un environnement concurrentiel.

Nous avons concrétisé notre slogan TASC "Tous au service du client" durant l'année 2000 par diverses réalisations parmi lesquelles on peut citer le lancement d'une facture téléphonique plus transparente, la diversification de l'offre de produits et services (Forfait local, Forfait Internet, abonnement Ic@re), la réalisation d'Agences et d'Accueils commerciaux alliant confort, convivialité et accessibilité, l'augmentation de la capacité de notre réseau d'accès et la poursuite de la baisse de nos tarifs plaçant aujourd'hui Sonatel parmi les opérateurs les plus compétitifs.

Ces efforts devront être poursuivis en direction:

- d'une meilleure prise en charge des besoins de nos clients,
- d'un respect sans faille de nos engagements,
- d'une meilleure communication.

Les 4 piliers de notre stratégie constitueront pour l'An 2001, le socle sur lequel reposeront nos orientations.

Il s'agit des piliers:

Croissance-Client-Rentabilité
Dynamique collective.



Pour la Croissance

Il s'agira:

- de poursuivre l'extension de notre réseau d'accès,
- de consolider nos parts de marché sur le mobile et de confirmer notre position de leader,
- de développer les usages d'Internet ainsi que notre offre de services à forte valeur ajoutée, tels ceux du réseau IP,
- de marquer notre présence sous régionale.

Pour nos clients

- Nous poursuivrons le développement et la rénovation de nos Agences Commerciales,
- Nous déploierons un nouveau système d'information commerciale permettant d'élargir notre offre de produits et de services conformément aux attentes de nos clients.

Pour garantir une rentabilité des capitaux employés

Nous adapterons sans cesse nos processus afin d'assurer une rentabilité des fonds employés supérieure à 16%.

Pour impulser une réelle dynamique collective

- Nous travaillerons dans le sens de la recherche d'une meilleure satisfaction de nos collaborateurs tout en les encourageant à adhérer à nos nouvelles valeurs centrées sur le client.

La réalisation de ces objectifs devra nécessairement tenir compte d'une réalité majeure: l'ouverture prochaine du marché des télécommunications à la concurrence. Tout l'enjeu sera alors de maintenir le rythme d'évolution de notre chiffre d'Affaires. En l'An 2001, nous saurons prouver nos aptitudes à faire de la Sonatel une entreprise rentable à fort potentiel de croissance.

*Le Directeur Général
Cheikh Tidiane MBAYE*



CARTE D'IDENTITÉ DU GROUPE

Le Groupe Sonatel exerce ses activités sur trois pôles: le téléphone fixe, la téléphonie mobile et l'Internet.

La Sonatel opérateur historique des télécommunications au Sénégal constituée en Société Anonyme au capital de 50 milliards de Fcfa dispose du monopole pour les services de téléphone fixe et l'accès à l'international jusqu'en 2004.

Le Groupe est soumis:

- à la concurrence réglementée dans le domaine de la téléphonie mobile où il intervient par le biais de sa filiale Sonatel Mobiles
- à une concurrence libre sur tous les autres services notamment la fourniture d'accès Internet où il intervient par le biais de sa filiale Télécom-Plus.

Les principaux produits du groupe Sonatel sont:

- la téléphonie fixe
- la téléphonie mobile
- Internet et la transmission de données
- les services à valeur ajoutée.

Fort de ses capacités d'innovation technologique, le Groupe Sonatel s'est positionné comme un pôle incontournable du réseau de télécommunications. Avec son partenaire stratégique, France Télécom, 4^{ème} opérateur mondial, il a l'ambition de "faire de la Sonatel la première entreprise Sénégalaise et la société de télécommunication Africaine de référence, leader des opérateurs de télécommunication en Afrique de l'Ouest".

Le Groupe a favorisée une diversité des actionnaires avec l'émergence d'un actionariat populaire et des salariés actionnaires à hauteur de 10%; la géographie du capital se présente comme suit:

- Etat du Sénégal: 27,67%
- France Télécom: 42,33%
- Institutionnels et grand public: 20%

- Salariés et anciens salariés: 10%

L'effectif permanent du groupe au 31 Décembre 2000 est de 1 470 salariés.

Ses parts de marché au 31 Décembre 2000 sont:

- 100% sur la téléphonie fixe avec un parc de 208 582 lignes
- 80% sur la téléphonie mobile avec 195 508 clients
- 70% sur Internet avec un parc de 5 482 abonnements.

CONSEIL D'ADMINISTRATION



Président

Mr. Pierre GODINIAUX
France Télécom

Membres

Mr. Abdoulaye CISSE
Ministère de la Communication

Mr. Mame Ndaraw CISSE
Administrateur indépendant

Mr. Roland DUBOIS
France Télécom

Mr. Mahenta Birima FALL
Administrateur indépendant

Mr. Bernard GRYNKO
France Télécom

Mr. Ibrahima KONTE
Représentant le personnel actionnaire

Mr. Silvano MONTI
France Télécom

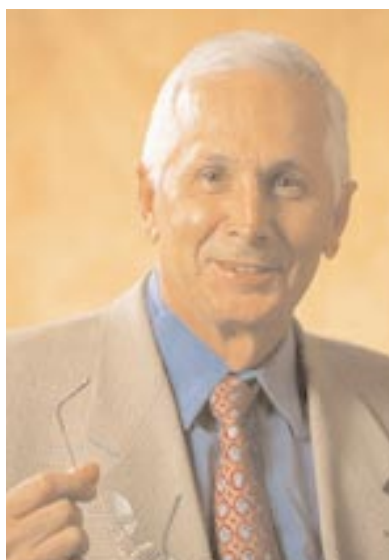
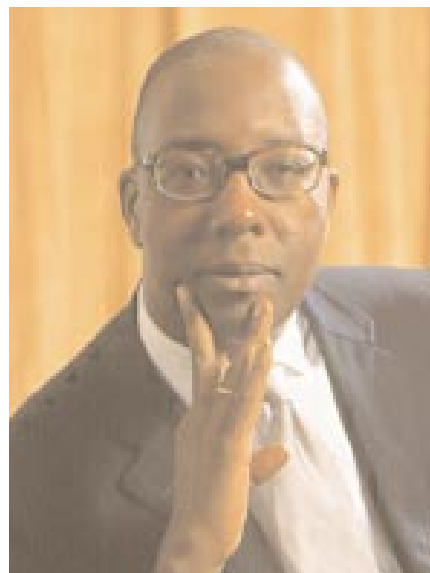
Colonel Papa Momar NIANG
Ministère des Forces Armées

Mr. Mamadou SAMB
Ministère de l'Économie et des Finances

Observateur

Mr. Doudou DIOUF
Contrôleur financier,
Présidence de la République

Mr. Cheikh Tidiane MBAYE
Directeur Général de la Sonatel



Mr. Michel GRASSET
Directeur Général Adjoint de la Sonatel



Mr. Bruno CLERY
Directeur Général Adjoint de Sonatel Mobiles



Mr. Ernest RALLO
Directeur Général Télécom-Plus

Mme. Aïssatou DIENG
Directrice des Opérations Internationales



Mr. Alioune NDIAYE
Directeur Financier et Comptable



ORGANIGRAMME



Mme. Dior FALL SOW
Directrice des Affaires Juridiques



Mr. Abdoulaye Khassoum KEBE
Directeur de l'Approvisionnement et de la Logistique



Mr. Alassane DIENE
Directeur des Ressources Humaines



Mr. Ibrahima NDIAYE
Directeur Informatique

Mr. Samba SENE
Directeur des Réseaux

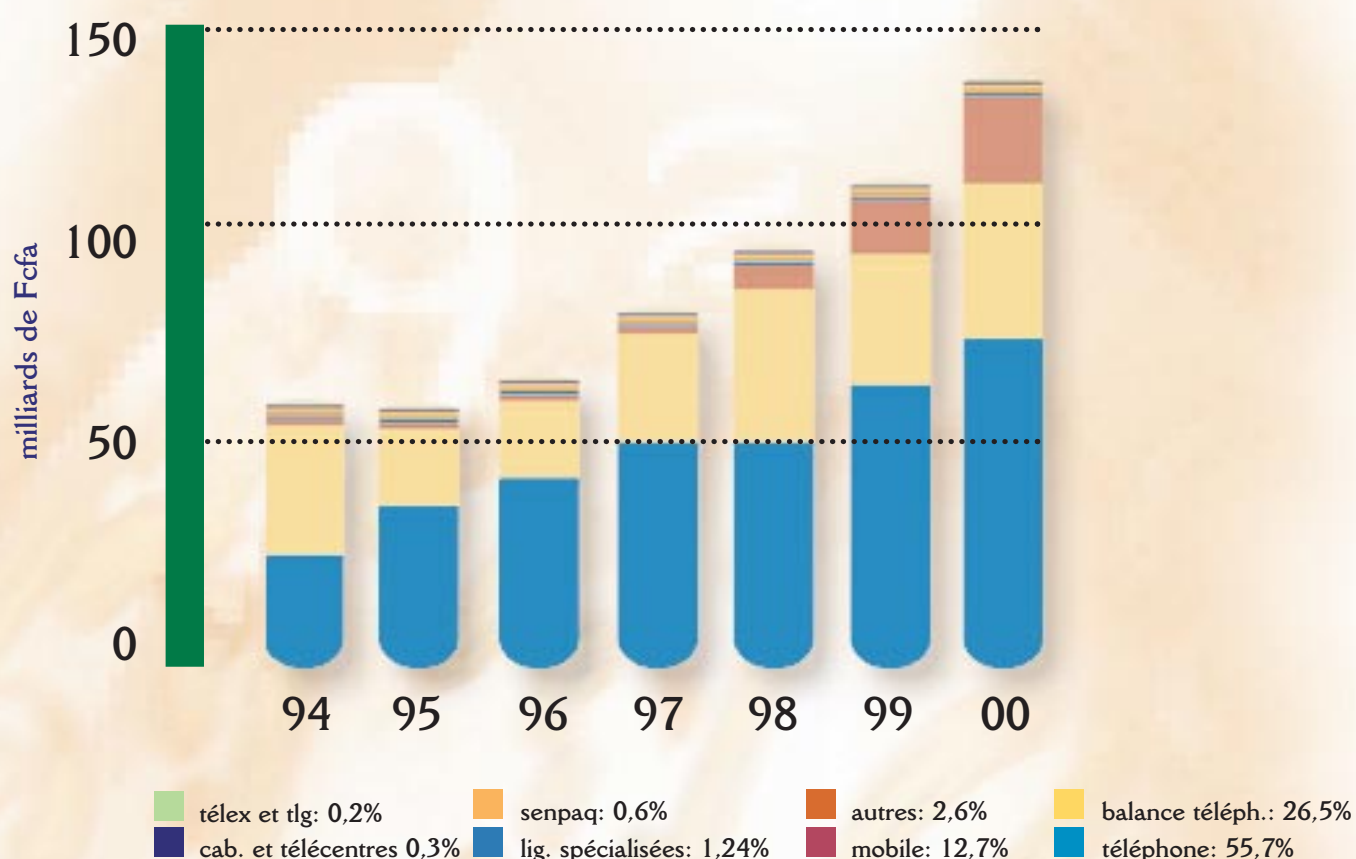


Mr. Léon Charles CISS
Directeur Commercial

CHIFFRES CLÉS DU GROUPE

CHIFFRE D'AFFAIRES

126,06 milliards de Fcfa



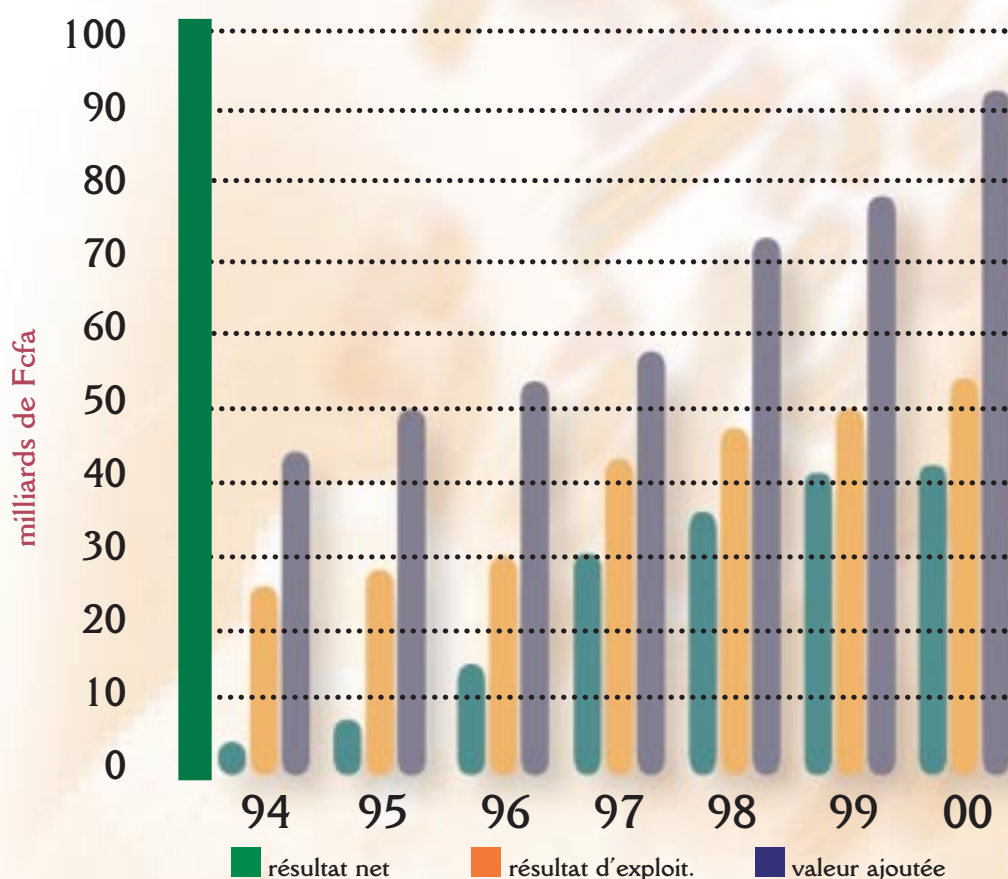
- Le chiffre d'affaires a augmenté de près de 18% en moyenne annuelle sur les 5 dernières années.

En 1999 et 2000, la croissance a été respectivement de 14% et de 22%.

- Les balances de trafic représentent en moyenne 28% du chiffre d'affaires sur les 5 dernières années et seulement 26,5% en 2000.

RESULTATS

résultat net 42,52 milliards de Fcfa

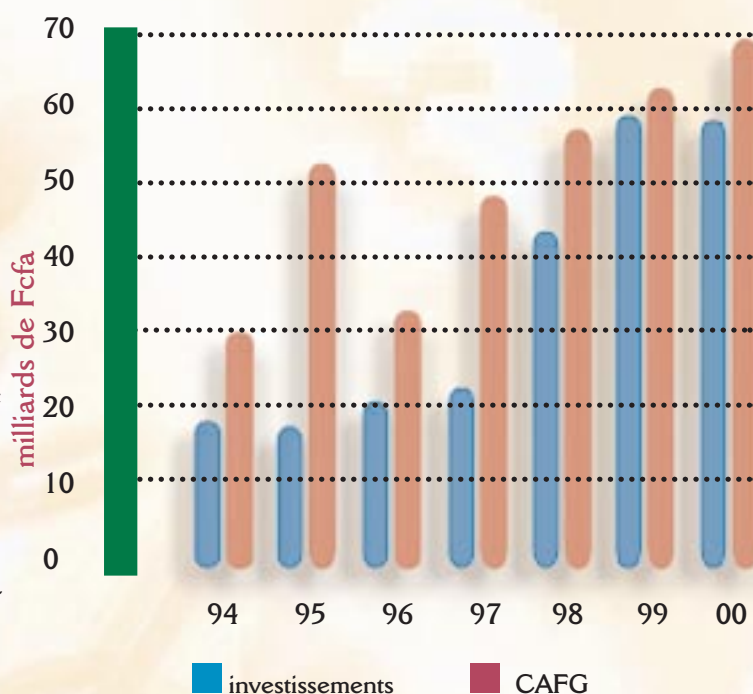


- Le résultat d'exploitation (54,6 milliards de Fcfa) a cru de 8,6% en 2000 et représente 43,3% du chiffre d'affaires.
- Le bénéfice net après impôt (33,7% du chiffre d'affaires en 2000) progresse de 4,3% en 2000.
- Le bénéfice net par action est de 4 252 Fcfa soit 20,2% du cours de l'action au 31/12/2000.
- Le Price Earning Ratio (PER) est de 4,94 en 2000
- Le taux de retour sur capitaux engagés (ROCE) est de 16,8%.
- Pour un coût des capitaux propres supposé égal à 13%, la Valeur Economique Ajoutée (EVA) est de 5,25% des capitaux engagés soit 11,1 milliards de Fcfa.
- La Valeur de Marché Ajoutée (MVA) est de 23,5 milliards de Fcfa soit 11,1% des capitaux engagés et 7% en considérant le montant de 195 milliards de Fcfa. (OPV déc. 97)

CHIFFRES CLÉS DU GROUPE

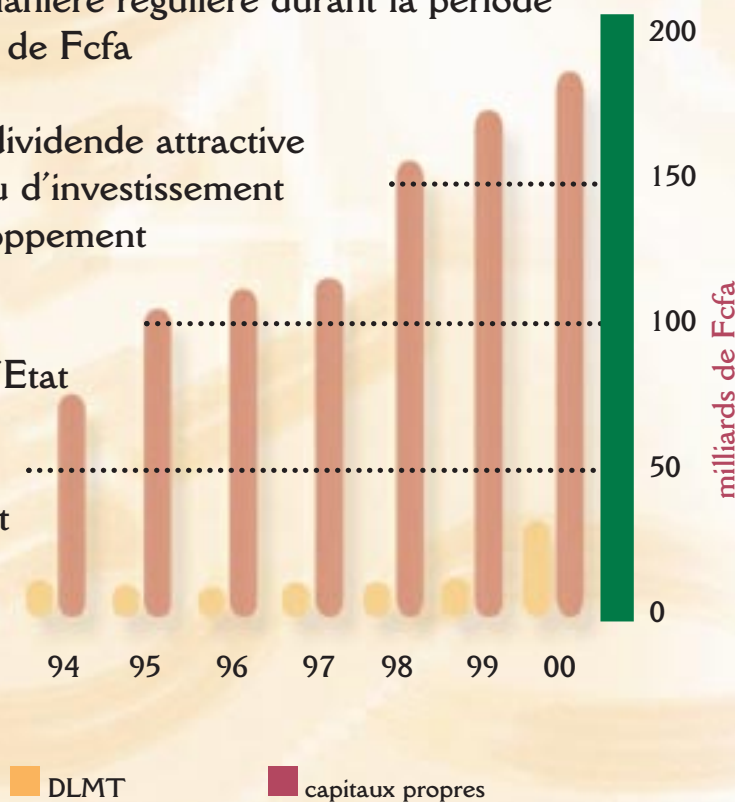
INVESTISSEMENTS ET CAFG

- Les dépenses d'investissements (immos corporelles) s'établissent à 53,5 milliards de Fcfa.
- 83% de la capacité d'auto financement globale (CAFG) de 64,6 milliards de Fcfa couvre la totalité des dépenses d'investissements en 2000.
- Les flux de trésorerie affectés au remboursement du principal de la dette se chiffrent à 2,11 milliards de Fcfa.

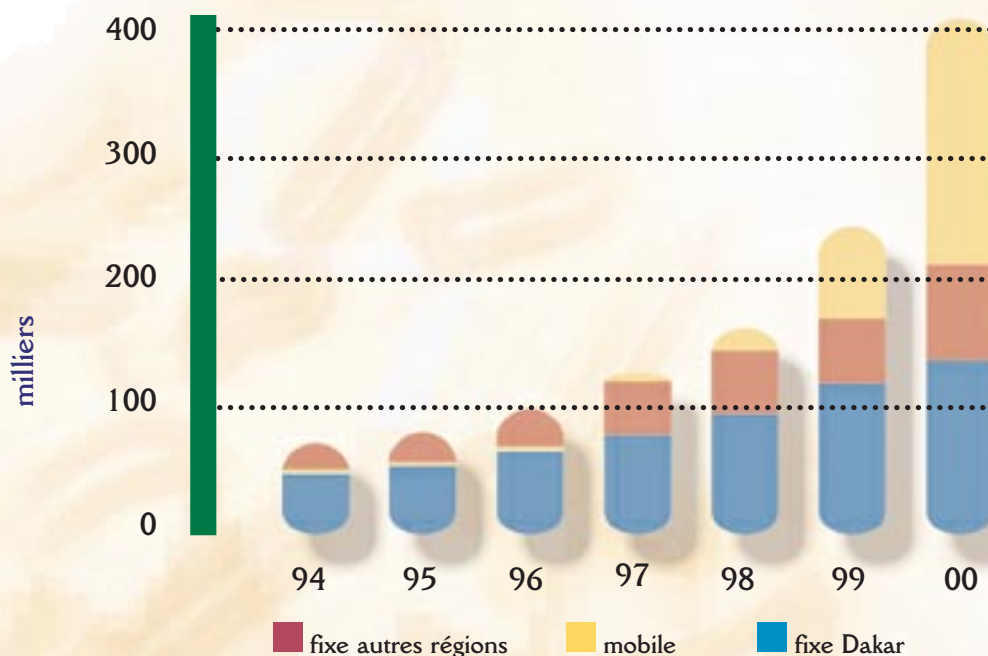


STRUCTURE FINANCIÈRE

- Les capitaux propres augmentent de manière régulière durant la période et se chiffrent en 2000 à 186 milliards de Fcfa (avant affectation du résultat).
- Malgré la politique de distribution de dividende attractive depuis 3 ans et le maintien d'un niveau d'investissement compatible avec les objectifs de développement du réseau, la structure financière reste satisfaisante en 2000.
- Les dettes à LMT (hors dette envers l'Etat de 4 374 millions de Fcfa destinée à financer les actions des salariés) soit 34,2 milliards de Fcfa représentent 18,3% des capitaux propres (avant affectation du résultat 2000).

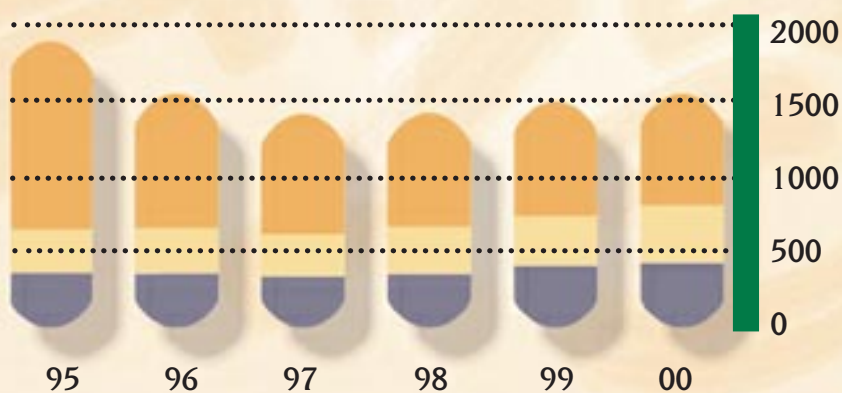


PARC DE LIGNES PRINCIPALES



- Le parc de LP téléphoniques fixes a cru de près de 25% en 2000, passant à 205 888.
- Le nombre d'abonnements au réseau mobile GSM "Alizé" a été multiplié par 2,6 et s'établit à 195 508 au 31/12/00 soit 95% du parc fixe et 80% du marché du mobile.
- Les abonnés "prépaid" représentent 90% du parc mobile au 31/12/00.
- Le parc "fixe et mobile" a cru de 68% en 2000.

1 473 PERMANENTS AU 31/12/00



Maîtrise ord. O. e.: 767

H. Maîtrise: 368

Cadres: 338

EFFECTIFS

Compte tenu de la croissance de 68% du parc "fixe et mobile", la productivité s'est améliorée de près de 60% en 2000.

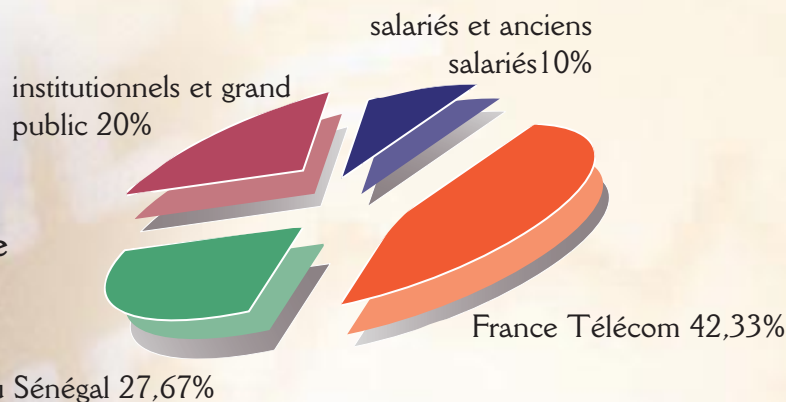
LA SONATEL EN BOURSE

Rentabilité confirmée et création de valeur.

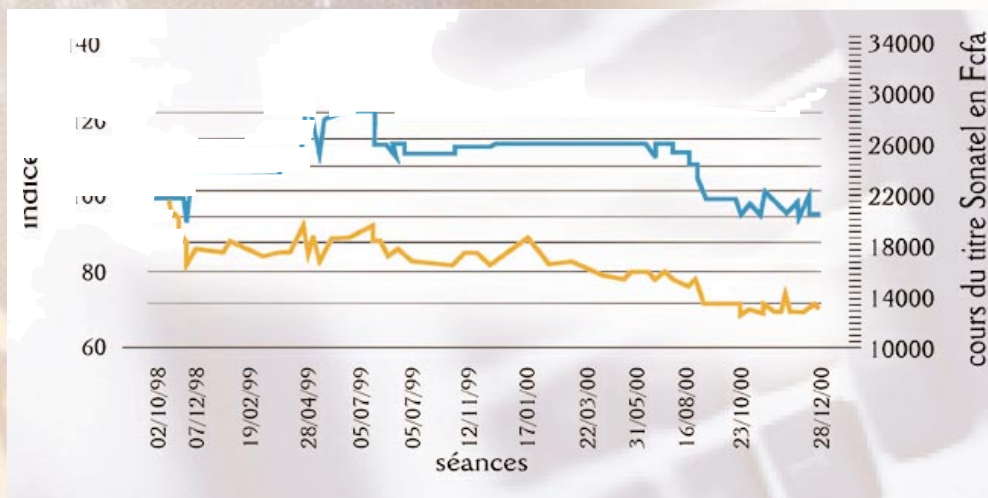
La Sonatel est la première entreprise sénégalaise
cotée en Bourse et le premier opérateur

Télécom africain coté en Bourse.

La Sonatel a favorisé une diversité des actionnaires (environ 10 000) avec l'émergence d'un actionnariat populaire et d'un personnel actionnaire à 10%.



Evolution du cours de l'action Sonatel et de l'Indice BRVM 10 (1998 - 2000)



date d'entrée en bourse le 02/10/98
— indice BRVM 10 — cours Fcfa

L'action Sonatel, un titre actif qui se maintient bien

L'action Sonatel est la valeur la plus liquide et la plus active sur le marché d'Abidjan: elle reste une valeur vedette solide et continue à dynamiser le marché de la BRVM. Elle représente 32% des échanges en volume et 31% en valeur. En outre, elle est la seule valeur sur le marché boursier sous-régional à bénéficier de recherches de banques outre-atlantiques.



L'action Sonatel, la plus forte capitalisation du marché boursier

Au 31 Décembre 2000, Sonatel représente plus du quart de la capitalisation boursière de la Bourse Régionale des Valeurs Mobilières (BRVM) de l'UEMOA et 40% de l'indice BRVM 10 des 10 valeurs les plus actives de la BRVM.

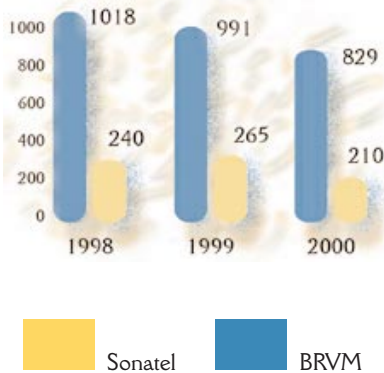
Au 31 décembre 2000, l'indice BRVM 10 des dix valeurs les plus actives a baissé de 28% par rapport à sa valeur au 2 octobre 1998 (date d'introduction

du titre Sonatel), sur la même période la baisse du cours Sonatel est de 4,6%. En 2000, après la distribution de 70% du

bénéfice représentant près de 11% de la capitalisation boursière de début d'année, le cours du titre a baissé de 20,75% alors que l'indice BRVM 10 a baissé de 18,45%.

Cette forte baisse est liée aux événements politiques de Côte d'Ivoire qui ont maintenu une incertitude sur les marchés financiers de la sous-région durant tout l'exercice 2000.

Capitalisation Boursière de la BRVM par rapport à Sonatel milliards de Fcfa



LA SONATEL EN BOURSE

Principaux indicateurs de rentabilité et création de valeur

	1998	1999	2000
	retraité (1)		
retour sur capitaux engagés (%) Roce = $\frac{\text{Résultat d'exploitation après impôt théorique}}{\text{actif immobilisé} + \text{BFR}}$	20,88	19,37	16,79
rentabilité des capitaux propres (%) (Résultat net/capitaux propres avant distribution dividende)	24,07	23,56	22,80
price earning ratio	6,3	6,5	4,94
valeur économique ajoutée (EVA) (2) (en % des capitaux engagés)	10,8 GF (7,3)	10,5 GF (6,2)	11,1 GF (5,25)
valeur de marché ajoutée (MVA) (3) (en % des capitaux engagés)	82 GF (55)	92 GF (54,5)	23,5 GF (11,13)

- Maintien d'une bonne rentabilité grâce à une forte capacité bénéficiaire.
- Forte création de valeur assurée par une rentabilité des capitaux propres moyenne de près de 23,5% sur la période.

Pour un coût des capitaux propres pris égal à 13%:

- La valeur Economique Ajoutée (EVA) est de 11,1 Milliards de Fcfa en 2000, soit 5,25% des capitaux engagés;
- La valeur de Marché Ajoutée (MVA) est de 23,5 Milliards de Fcfa soit 11,13% des capitaux engagés. Sa baisse s'explique largement par les appréhensions sur l'évolution économique de la zone UEMOA née de la situation socio-politique difficile de la Côte d'Ivoire depuis décembre 1999.

NB: (1) Retraitements de consolidation

$$(2) \text{ EVA (\%)} = \frac{\text{EVA}}{\text{CE}} = \frac{\text{RE} (1 - t) - \text{KCE}}{\text{CE}}$$

CE = Capitaux engagés = Actif Immobilisé + Besoin en fonds de roulement (BFR)

K = Coût moyen pondéré du Capital

t = taux d'imposition sur le bénéfice

RE = Résultat d'exploitation

(3)MVA = (Capitalisation Boursière - Capitaux Propres)

L'emprunt obligataire Sonatel, une diversification de nos produits boursiers

Dans le but de développer son réseau de télécommunications, de moderniser et de diversifier son offre de service, la Sonatel a poursuivi son important programme d'investissements évalué à 225 milliards de Fcfa sur 5 ans (1998 - 2002).

La partie la plus importante de ce programme est réalisée entre 1998 et 2001 pour la modernisation et l'extension du réseau filaire et du réseau mobile à l'intérieur du pays et dans les zones rurales, ainsi que les câbles sous marins en fibres optiques, reliant Dakar au reste du monde.

Dans le cadre du financement de ce programme, la Sonatel a émis un emprunt obligataire d'un montant de

12 milliards de Fcfa sur cinq ans entièrement souscrit.

Ceci atteste de l'intérêt que les investisseurs manifestent vis-à-vis des valeurs Sonatel.

L'obligation Sonatel est cotée à la BRVM depuis le 29 Mai 2000.





LEADER SUR LE MARCHÉ DES MOBILES

Sur un marché en pleine expansion, Sonatel Mobiles a su en l'an 2000 conforter son leadership national, faisant ainsi de sa marque Alizé une préférence pour ses consommateurs. A la fin de l'année, 195 508 clients ont fait confiance à

Alizé

Historique de Sonatel Mobiles

La Direction des services mobiles créée en 1996 était chargée de commercialiser le téléphone mobile de la Sonatel, Alizé, qui utilise la norme GSM (Global system for Mobile communication).

La Sonatel est l'opérateur unique jusqu'en 1999, année qui consacre la libéralisation du secteur avec l'arrivée d'une nouvelle entreprise sur le marché.

C'est dans ce cadre que la Sonatel a créé une filiale chargée de gérer son réseau mobile. C'est en Janvier 1999 que Sonatel Mobiles, société anonyme au capital de neuf milliards de Fcfa a été créée.

Sonatel Mobiles est une filiale dont le capital est détenu entièrement par la Sonatel. Elle s'est positionnée en terme d'offres sur deux segments principaux:

- Le post-paiement (cellulaire avec une facturation mensuelle) baptisé Teranga. C'est la première formule d'Alizé, elle lie le client par un contrat d'abonnement qui lui donne accès à tous les services du cellulaire
- Le pré-paiement (cellulaire sans abonnement et sans facture) bapti-

sé Diamono. Il permet aux clients de gérer leur budget de communication.

Dans ce segment, Sonatel Mobiles a mis en place une offre destinée uniquement aux jeunes: Diamono J.

Offre de services adaptée à la clientèle

Sonatel Mobiles a apporté de nombreuses innovations sur le marché en proposant une large gamme de services adaptés aux différentes cibles de sa clientèle.

L'avance technologique de Sonatel Mobiles permet aux clients de bénéficier de services exclusifs:

- L'option monde (Roaming) qui permet d'être appelé hors des frontières du Sénégal tout en conservant le même numéro Alizé

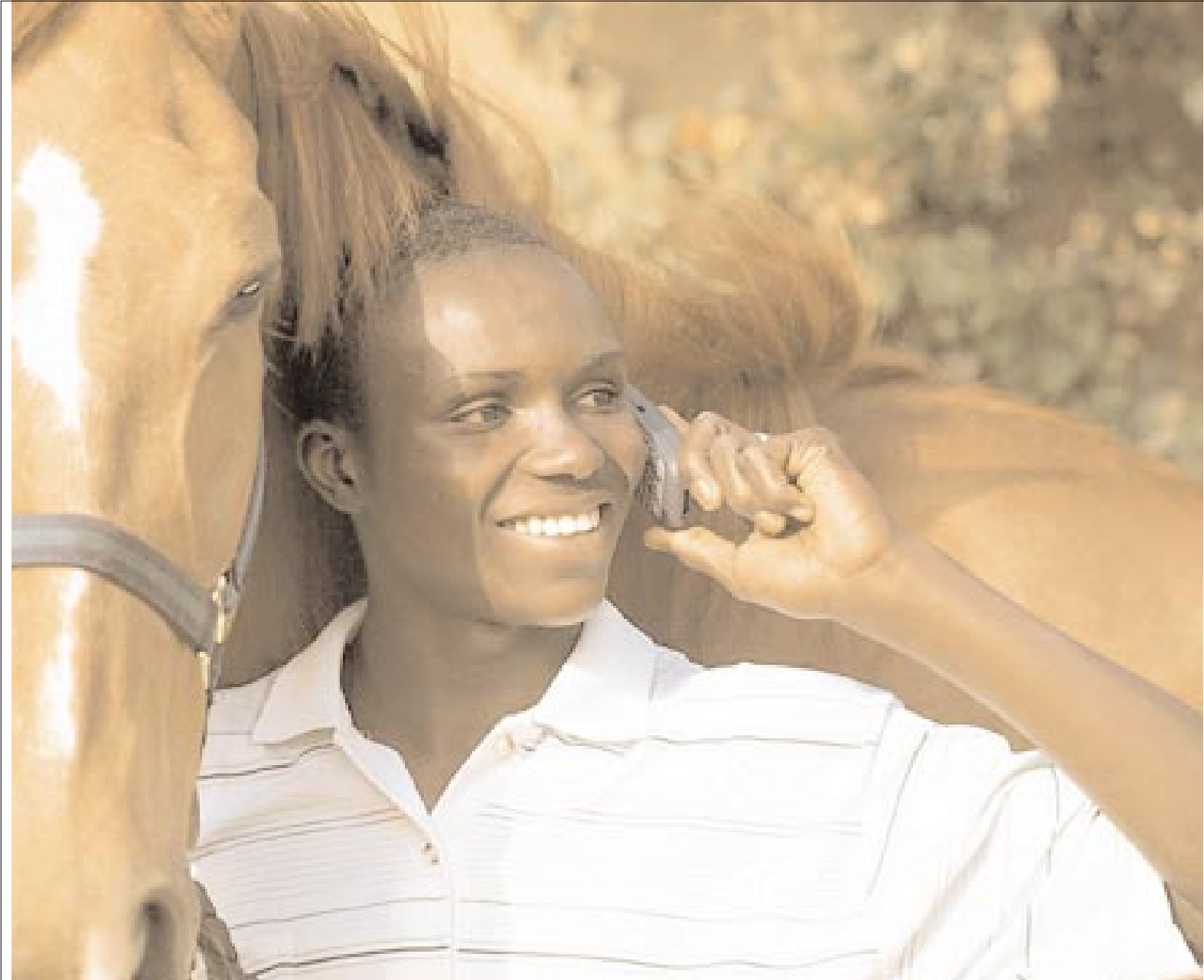
- L'option Fax /Data qui permet l'émission et la réception de fax aussi facilement que sur le fixe

- Le réseau privé Teranga ou GFU (groupe fermé d'utilisateurs) qui permet de mettre en réseau fermé les équipes de travail de certaines entreprises et qui bénéficie de tarifs considérablement réduits pour leurs communications avec les autres membres du réseau privé.

Les clients Alizé bénéficient d'une large gamme de services supplémentaires (facturation détaillée, indication d'appels en instance, renvoi d'appels, double appel, messagerie vocale).

Ils bénéficient d'une assistance 7/7 jours et 24 h/24 du service client Alizé avec le numéro vert 600 (appel gratuit).





Tous les clients Alizé bénéficient d'un service après-vente gratuit.

Tarifs compétitifs

Le souci de Sonatel Mobiles est de rendre les tarifs de communications abordables pour la majorité des clients Alizé. Durant l'année 2000, deux

types de baisse ont été réalisés pour la plus grande satisfaction de nos clients:

- La baisse de tous les tarifs à l'intérieur du réseau Alizé:

- Moins 20% sur les communications nationales
- Moins 30% sur les communications internationales
- La baisse des tarifs du fixe vers un mobile Alizé.

Pour répondre aux nombreux souhaits exprimés par les clients Alizé, la seconde étape des séries de baisse initiées par Sonatel Mobiles a concerné les appels en provenance du téléphone fixe vers les mobiles Alizé: il s'agit d'une réduction de 40 Fcfa sur les appels.

Extension du réseau d'infrastructures

Pour maintenir et garantir un bon niveau de qualité de service, Sonatel Mobiles a mené durant l'année 2000, d'importants travaux sur son réseau.

L'ensemble du réseau relais de Dakar et certaines régions (Saint-Louis, Tamba, Kaolack, Thiès, Bignona etc.) a été renouvelé avec un matériel de dernière génération "Evolium" d'Alcatel et des redéploiements de matériel Siemens.

Sonatel Mobiles a effectué plus de 17 Milliards de Fcfa d'investissement en trois ans pour faire face à l'accroissement du parc.



Alizé





Alizé

Parraine l'équipe Nationale de foot-ball

Sonatel Mobiles a poursuivi ses actions de sponsoring de l'équipe nationale de foot-ball prévues par le contrat de parrainage signé en 1999.

En qualité de "Sponsor officiel leader", Sonatel Mobiles a soutenu les différents événements et les compétitions de l'équipe Nationale durant l'année.



INTERNET

Leader incontesté sur le marché de l'Internet au Sénégal, Télécom-Plus a largement contribué au développement de l'utilisation de l'outil Internet à travers tout le territoire national.

Grâce à son offre Sentoo, riche en variantes, Télécom-Plus répond parfaitement aux besoins de ses clients en leur permettant de trouver la formule la mieux adaptée.

Sentoo la marque Internet de Télécom-Plus est aujourd'hui leader dans le domaine d'accès à Internet avec plus de 6 000 clients.

L'année 2000 a été marquée par le développement de nouvelles offres, l'installation de nouveaux équipements et la mise en place de partenariats.

L'offre Sentoo

Pour répondre aux besoins des particuliers et des entreprises l'offre d'accès à Internet a été diversifiée:

- Offre Résidentielle
- Offre Entreprise
- Solutions professionnelles (sur mesure).

Pour faciliter l'accès à Internet, Télécom-Plus a

lancé le Pack Sentoo. Offre combinant l'équipement informatique (ordinateur multimédia, modem interne), et 3 ans d'abonnement Internet.

Le tout payable par mensualités de 29 800 Fcfa.

Une offre spéciale de 25 600 Fcfa mensuels a été faite pour le personnel de Télécom-Plus, de la Sonatel et pour les actionnaires membres du Club Sonatel Action.

Parallèlement, l'activité cyber a été développée au sein des Espaces Télécom pour permettre au public de surfer sur Internet.

Des cartes d'abonnement Cyber Espace Sentoo ont été mises en place à des prix très attractifs. Il existe deux types de carte (accès

et coût de la connexion compris):

- la carte de 5 heures (4 000 Fcfa)
- la carte de 10 heures (7 500 Fcfa).

Equipements en 2000

D'importants investissements en équipements ont été réalisés pour offrir une meilleure qualité de service:

- Mise en place d'un serveur d'authentification et de facturation (RBS - Radius Billing Systems) pour une gestion parfaite du parc client. Ce système permet d'avoir on-line:
 - L'état et l'historique des factures
 - L'état et l'historique des connexions (date et heure)



- La mise à jour des informations personnelles, etc.
- L'installation des serveurs de messagerie d'une capacité plus importante (Mail Sun Entreprise 420 R et Mail Relay Sun Entreprise 420R)
- La mise en place des "point of presence" de Grand Dakar et de Thiés pour permettre la fluidité du trafic et surtout réduire les distances de connexion.
- L'aménagement de la hotline, le service d'assistance technique (628.50.50)



Manifestations

La fête de l'Internet

Télécom-Plus participe activement à la fête de l'Internet. C'est l'occasion de permettre à la population sénégalaise de pouvoir se familiariser avec Internet à travers des démonstrations, initiations, jeux, et conférences liées à cet événement.

Plusieurs activités ont été réalisées:

- Accès gratuit aux positions Internet dans les Espaces Télécom
 - Jeu sur Internet avec des lots à gagner (T-shirts, stylos, porte-clés, cartes d'abonnements)
 - Démonstration / initiation à l'utilisation d'Internet
 - Emissions sur Radio Nostalgie
 - Promotion Internet
- Durant ces deux jours plus d'un millier de personnes

ont fréquenté les différents Cyber Espaces Sentoo.

Le Salon International des Nouvelles Technologies de l'Information et de la Communication (SINEC, 25-31 Mai 2000)

Colloque régional sur les nouvelles technologies de la communication .

Télécom-Plus en collaboration avec la Sonatel a participé à la 5ème édition du Salon International des Nouvelles Technologies de l'Information et de la Communication (SINEC)

Ce salon a été l'occasion de faire découvrir au grand public les dernières innovations dans ce domaine.

En partenariat avec WAC (West African Computer) Télécom-plus a mis gratuitement à la disposition du public un Cyber Espace avec 25 positions Internet durant tout le salon.

INTERNET

Un autre Cyber Espace a été mis à la disposition des participants au colloque régional sur les nouvelles technologies de la communication.

Partenariats

Dans le cadre de sa politique de développement, Télécom-Plus a noué plusieurs partenariats avec des projets axés sur la formation et l'éducation des jeunes à l'utilisation d'Internet.

Partenariat pour l'Efficacité de l'Ecole Sénégalaise

Programme financé par la coopération française pour faciliter l'accès à Internet aux écoles sénégalaises.

World-Sénégal

Programme financé par la Banque Mondiale privilégiant l'accès à Internet aux écoles publiques sénégalaises.

Centre Culturel Français de Dakar

Démonstration et initiation à l'utilisation d'Internet lors de la Fête de l'Internet, et présentation des sites culturels lors de la biennale des Arts.

Challenge Web

Concours des étudiants sur la création de sites web organisé par le Collège Sainte Jeanne d'Arc.

IDEE

Structure spécialisée dans le développement de bases de données. Plusieurs informations sont disponibles sur le portail de Sentoo (la constitution du Sénégal, le tarif extérieur commun -UEMOA-, le code des impôts du Sénégal...).

La fin de l'année 2000 a marqué un tournant décisif au sein de Télécom-Plus. La société a été restructurée, les activités de ventes de PABX, de terminaux de téléphonie ont été transférées à la Sonatel. Aujourd'hui, Télécom-Plus se consacre pleinement à l'activité Internet.



Photo: Sonatel - Horizon - D.R.



Ce changement a été décidé par la Sonatel qui devient majoritaire dans le capital de Télécom-Plus avec 51% des actions et France Télécom 49%. Cette nouvelle orientation marque la volonté de la Sonatel de développer l'Internet au Sénégal. Dans un avenir immédiat, cette démarche va redonner à Sentoo une nouvelle

image de marque et une plus grande notoriété.

Notre but est d'être présent dans tous les domaines d'Internet, de conforter la position de leader au Sénégal et d'être une référence en Afrique de l'Ouest.

TÉLÉPHONE FIXE ET RESEAUX DE DONNÉES

Le cap des 200 000 lignes atteint. Le projet Plan d'Équipement s'est poursuivi avec la mise en service de tous les réseaux programmés.

Durant l'année 2000, 55 milliards de Fcfa ont été investis.

Cet investissement a permis d'accélérer la production d'abonnés et de dépasser avant la fin de l'année les 200 000 abonnés au téléphone dépassant de loin l'objectif fixé par

l'état (200 000 lignes, GSM compris, avant l'an 2000).

Le 200 000^{ème}: un abonné rural

Le 200 000^{ème} abonné a été choisi dans une zone rurale de la région de Thiès (communauté rurale de Pout).

Gamme de service élargie

Orientée de plus en plus vers la satisfaction de ses clients, la Sonatel ne cesse d'élargir sa gamme de produits et services pour mieux répondre à leurs besoins. Ainsi en l'an 2000 ont été lancés:

- La Facture Ouverte et

Détaillée pour une grande transparence dans la facturation. Grâce à cette formule la lecture des rubriques de la facture devient plus claire, et plus compréhensible.

La totalité des prestations y sont mentionnées. Quant aux communications, elles sont regroupées par type (nationales, internationales, vers les mobiles...).

- La carte Nopalé de West Télécom lancée depuis octobre 2000, par la société West Télécom conformément au protocole d'accord signé avec la Sonatel, les cartes prépayées Nopalé permettent d'émettre des appels à partir de n'importe quel poste téléphonique fixe sans faire subir les coûts des commu-





nications à l'abonné dont l'appareil est utilisé.

- La carte Invox lancée en phase expérimentale depuis 1999, la carte Invox système de téléphonie sur IP (Internet Protocol) permet de téléphoner sur l'international à des prix très compétitifs.

- L'abonnement Ic@re formule très avantageuse, permet de surfer sur Internet en toute quiétude. En vous connectant tous

les jours de 22 h à 8 h, les samedi, dimanche et jours fériés, l'heure de connexion vous revient à 450 F cfa au lieu de 1 800 F cfa



TÉLÉPHONE FIXE ET RÉSEAUX DE DONNÉES



- **Avantage volume télécentres**

Animée par une ferme volonté de faire des gérants de télécentres de véritables partenaires, la Sonatel a introduit une nouvelle variante dans le mode de facturation des télécentres: l'avantage Volume.

Avec cette formule, au-delà de 2 500 unités le prix de l'unité passe de 60 Fcfa à 50 Fcfa.

- **La présentation du numéro**

Ce service permet d'identifier l'appelant dès la première sonnerie grâce à l'affichage de son numéro.

Infrastructures et réseaux de données

La Sonatel a poursuivi l'extension et l'amélioration de la qualité de service du réseau IP (services VPN,

VPDN etc) qui couvre tout le territoire national.

Ingénierie conseil stratégique réseaux

Pour faire profiter les entreprises de son savoir faire, la Sonatel s'est lancée dans l'ingénierie conseil, l'intégration et le support dans le domaine des réseaux d'entreprise, avec les nouvelles technologies que

sont l'intranet, l'ATM, x DSL etc...

La Sonatel est aujourd'hui en mesure d'accompagner les entreprises depuis la définition et la conception de leurs besoins, la conception, la fourniture et l'installation des réseaux d'entreprise clés en main intégrant toutes les composantes (liaisons de télécommunications, équipements de routage, configuration).

La Sonatel a signé un contrat de partenariat avec le leader mondial des équipements pour infrastructures de données et Internet: l'Américain Cisco.



Photo: Sonatel - D.R.

FAITS MARQUANTS

2000 une année riche. La Sonatel a poursuivi la mise en œuvre de sa stratégie bâtie autour de ses quatre piliers: le Client, la Croissance, la Rentabilité et la Dynamique Collective. Stratégie efficace puisque la Sonatel a maintenu sa position de leader. L'année 2000 a donc été riche en évènements.



La Sonatel a poursuivi la mise en œuvre de sa stratégie autour de ses quatre piliers:

le Client, la Croissance, la Rentabilité et la Dynamique Collective.

Stratégie qui fait de la Sonatel une des premières entreprises au Sénégal, leader des opérateurs de télécommunications en Afrique de l'Ouest.

Tous au service du client

Dans le cadre de sa stratégie et conformément au slogan "TASC" Tous au Service du Client, la Sonatel a procédé à une série de réformes:

- La création d'un département de l'information commerciale pour marquer le démarrage de l'important projet du système d'information commerciale (SICO)

- L'avènement du département Qualité et Animation du réseau commercial pour apporter plus d'appui et de soutien aux Agences commerciales

- La fusion des Agences Régionales de Saint Louis et Louga dans un souci d'optimisation

- Enfin, pour mieux ancrer le TASC en mettant véritablement toute l'entreprise au service du client, quatre Agences Régionales initialement sous la tutelle de la Direction Commerciale ont été rattachées à des Directions fonctionnelles:

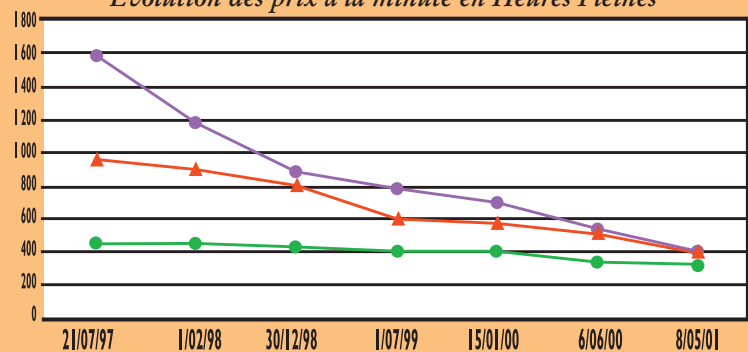
il s'agit des Agences régionales de Saint Louis/Louga, de Thiès, Diourbel et Ziguinchor

Réseau d'agences 2000

L'objectif de mettre en place un réseau d'agences commerciales proches et conviviales se concrétise avec l'achèvement des bâtiments de Saint-Louis, Mbour, de cheikh Anta DIOP et le démarrage de l'agence de Rufisque dans le cadre du projet Référentiel réseau 2000.

EVOLUTION DES TARIFS INTERNATIONAUX

Evolution des prix à la minute en Heures Pleines



Baisse des tarifs internationaux

La Sonatel a poursuivi la baisse des tarifs internationaux pour permettre aux Sénégalais et aux entreprises sénégalaises de mieux s'ouvrir vers l'extérieur

- Janvier 2000: baisse de 8%
- Juin 2000: baisse de 25% en heures chargées et de 50% en heures creuses (soit 36% en moyenne)

Il a été procédé à une simplification de la tarification par une réduction des zones tarifaires à trois zones.

FAITS MARQUANTS



International

La Sonatel a procédé à la mise en service du projet de câble sous marin à fibres optiques Atlantis 2 reliant l'Amérique du Sud, l'Afrique de l'Ouest et l'Europe.

Ce projet d'un coût global de 255 Milliards de dollars US est le premier système de câbles sous marins à fibres optiques reliant l'Amérique du Sud et l'Afrique de l'Ouest.

La Sonatel y a investi 9 Millions de dollars US soit près de 6 Milliards de Fcfa.

Par ailleurs, il est procédé au suivi de la réalisation du projet de câble sous marin à fibres optiques SAT-3/WASC/SAFE reliant l'Europe, l'Afrique et l'Asie.

La Sonatel poursuit la numérisation du réseau international et la mise en place de la signalisation N°7

Rayonnement sous régional

La Sonatel a démarré des projets d'interconnexion avec les pays voisins par la mise en service de la liaison FH SDH avec Gamtel. Un accord de réalisation d'un câble de garde à



fibres optiques (CGFO) a été obtenu avec les partenaires opérateurs du Mali (Sotelma) et de la Mauritanie (Mauritel) d'une part et la société de gestion du barrage de Manantali (la Sotelma) d'autre part.

De nombreuses initiatives pour améliorer le taux de satisfaction du personnel

De nombreuses initiatives tendant à renforcer la satisfaction du personnel ont

été prises: on peut citer la mise en place d'un plan épargne logement (Pelcoop) avec la BHS (Banque de l'Habitat du Sénégal) et l'augmentation conséquente des rémunérations.

La Sonatel a connu quelques troubles sociaux au cours de l'année. A l'issue d'un diagnostic sans complaisance des relations sociales dans l'entreprise, la Sonatel a inscrit au centre de ses préoccupations, à travers le nouveau plan stratégique "2001-2004: 4 ans pour réussir" la

nécessité d'améliorer le dialogue avec le personnel en s'appuyant sur un pacte social.

Transfert des activités de péritéléphonie

A la suite du recentrage des activités de Télécom-Plus autour d'Internet, les activités de péritéléphonie ont été transférées à la Sonatel.



Des ressources humaines de qualité

L'une des forces de la Sonatel réside en la qualité de ses ressources humaines. D'une expertise hors paire, le potentiel humain dont dispose l'entreprise constitue un véritable atout.

Pour accompagner la Sonatel dans son évolution, la Direction des ressources humaines a entrepris une vaste politique de repositionnement des emplois en vue d'impulser une réelle dynamique vers les nouveaux métiers.

La modification de l'environnement juridique, l'ouverture prochaine du marché des télécommunications, l'apparition de nouveaux besoins sont autant de raisons qui justifient cette volonté de préparer l'entreprise aux changements éventuels qui vont s'opérer au niveau même des métiers.

Entreprise de services tournée vers la satisfaction de ses clients, la Sonatel entend orienter le personnel vers les emplois les plus utiles, d'où les nombreux efforts entrepris afin de renforcer les équipes commerciales.

Pour mieux asseoir cette stratégie et informer davantage le personnel, le premier Forum des Métiers a été organisé fin Août.



**VISITEZ
LE SITE WEB
DE SONATEL
www.sonatel.sn**



RAPPORT FINANCIER



sommaire

note au lecteur	43
rapport du conseil d'administration à l'assemblée générale	44
introduction et synthèse	44
commentaire de gestion sur le groupe	46
A- compte de résultat résumé	46
B- trésorerie	49
états financiers consolidés	50
annexe aux états financiers consolidés	60
états financiers résumés - Sonatel SA	64
annexe aux états financiers - Sonatel SA	78
rapport des commissaires aux comptes	83
projets de résolutions	86

NOTE AU LECTEUR

Les données financières relatives aux années antérieures à 1998 ont été retraitées dans le présent rapport conformément aux prescriptions du Système Comptable Ouest Africain (SYSCOA) en vigueur depuis le 1er Janvier 1998 dans les pays de l'UEMOA.

Aussi, ces données peuvent différer de celles communiquées sous la même appellation dans les précédents rapports et documents publiés par la Sonatel.

L'activité "mobiles" qui était partie intégrante de Sonatel SA en 1998 a été filialisée en 1999. En conséquence, les données de 1998 ont subi des retraitements de consolidation pour les rendre comparables aux données consolidées de 1999 et 2000.

Le périmètre de consolidation pour le Groupe Sonatel englobe la "Sonatel SA" et la "Sonatel Mobiles" filiale à 100 % de Sonatel SA.

Le rapport du Conseil d'Administration à l'Assemblée Générale commente la gestion du groupe (comptes consolidés).

Les comptes de Sonatel SA en représentent en 2000, 95 % du total du bilan, 87 % du chiffre d'affaires, 90 % du bénéfice net part du Groupe.

L'évolution des comptes de Sonatel SA est déterminante dans celle des comptes consolidés.

RAPPORT DU CONSEIL D'ADMINISTRATION À L'ASSEMBLÉE GÉNÉRALE

Introduction et synthèse

L'économie mondiale a connu en 2000 une croissance moyenne de 4,7% contre 3,4% en 1999⁽¹⁾.

Dans la zone UEMOA par contre, le léger frémissement des économies constaté depuis la dévaluation du franc CFA en 1994 qui s'était confirmé et renforcé jusqu'en 1997 a, pour la troisième année consécutive, connu un fléchissement passant de 3,2% en 1999 à 1,1% en 2000⁽²⁾ soit moins que le taux de croissance démographique estimé à 3%⁽²⁾.

Au Sénégal, le taux de croissance du PIB réel a connu une légère amélioration et se situe à 5,5%⁽³⁾ contre 5,1% en 1999.

Le renforcement de la compétition entre opérateurs de télécommunication sur le plan international a accentué la baisse tendancielle des tarifs des communications internationales favorisant ainsi l'augmentation du trafic.

La concurrence avec le deuxième opérateur de radiotéléphone mobile GSM a favorisé la baisse des tarifs et le développement du marché.

Sonatel s'est préparé à la concurrence depuis quelques années et a réussi dans cet environnement à renforcer les quatre piliers de sa stratégie: la croissance, le client, la rentabilité, la dynamique collective.

Ainsi, la modernisation et l'extension rapide du réseau de la Sonatel a favorisé le développement de l'utilisation des services de télécommunications.

Le parc de lignes principales téléphoniques fixes a cru de près de 25% passant ainsi à près de 206.000 lignes en fin d'année contre 23.000 lignes à la création de la Sonatel en 1985.

Le nombre d'abonnements au réseau mobile GSM "Alizé" a été, comme en 1998, multiplié par plus de 2,6 dans l'année passant à près de 196.000 en fin d'année soit 95% du parc de lignes fixes contre 44% en 1999. En 2000, plus de 7 abonnés nouveaux sur 10 ont choisi l'offre de Sonatel Mobiles permettant ainsi au Groupe de conserver 80% de part de marché en fin d'année.

En conséquence, le parc "fixe" et "mobile" du Groupe a cru de près de 68% en 2000 contre 48% en 1999.

Le chiffre d'affaires du réseau

mobile GSM "Alizé" est passé à plus de 17 milliards de Fcfa en 2000 contre 11 milliards de Fcfa en 1999 soit une croissance de près de 51%.

Le trafic international au départ du réseau fixe est passé de 36,5 millions de minutes en 1999 à 41,6 millions de minutes en 2000 soit une croissance en valeur relative de 14%.

Le trafic international au départ du réseau mobile est passé de 4,4 millions de minutes en 1999 à 9,7 millions de minutes en 2000 soit une croissance en valeur relative de 122%.

Au total le trafic international au départ de nos réseaux a connu une croissance en valeur relative de plus de 25% contre 15% en 1999 et 1998, 14% en 1997, 22% en 1996, 12% en 1995 et 1994 et moins de 1% en 1993.

Le trafic téléphonique au départ du réseau fixe facturé (composante essentielle de notre chiffre d'affaires) a augmenté de près de 9 milliards de Fcfa soit près de 17% en valeur relative malgré la baisse de 2,5 milliards de Fcfa (-15%) du chiffre d'affaires du trafic international départ consécutive aux baisses de tarifs (-8% en moyenne en Janvier 2000 puis -36% en moyenne en Juin 2000).

RAPPORT DU CONSEIL D'ADMINISTRATION À L'ASSEMBLEE GENERALE

Les trois moteurs de cette croissance du trafic domestique du réseau fixe sont les “mobiles” (80%), Internet et le trafic local et national suite à la forte croissance du parc.

Dans le même temps, le trafic international “arrivée” est passé de 111 millions de minutes en 1999 à 133 millions de minutes en 2000 soit une croissance en valeur relative de près de 20% contre 19% en 1999 et 6,4% en 1996 alors qu’il avait stagné en 1995.

Le solde des balances de trafic téléphone a augmenté en 2000 de 5,85 milliards de Fcfa soit 21,5%. Le solde des balances téléphone (net des balances négatives) a augmenté de 2,88 milliards de Fcfa soit 11%, malgré la baisse de près de 10% de la taxe de répartition moyenne exprimée en Fcfa.

La baisse de la taxe de répartition résulte soit d’accords bilatéraux avec chaque opérateur étranger soit du choix pour ce dernier, de transiter par des chemins moins chers pour l’acheminement de son trafic vers le Sénégal.

L’effet combiné de la croissance du trafic domestique tirée par les mobiles et Internet et le trafic

local et national - 9 milliards CFA de la croissance de 5,95 milliards de Fcfa du chiffre d’affaires du réseau mobile GSM “Alizé”, de la croissance de 5,85 milliards de Fcfa du solde des balances internationales positives et d’une croissance de 1,4 milliard du chiffre d’affaires abonnement téléphone fixe consécutive à la croissance du parc explique pour l’essentiel la croissance de 22% (22,6 milliards de Fcfa) du chiffre d’affaires en 2000 contre 14% (12,76 milliards de Fcfa) en 1999.

La valeur ajoutée a cru de plus de 18% passant à 94 109 millions de Fcfa contre 79.658 millions de Fcfa en 1999.

Le résultat d’exploitation a cru de près de 8,6% passant à 54.612 millions de Fcfa contre 50.296 millions de Fcfa en 1999.

Le bénéfice net part du Groupe a cru de près de 4,3% passant à 42 521 millions de Fcfa contre 40 783 millions de Fcfa en 1999.

Le Conseil d’Administration propose à l’Assemblée Générale la distribution d’un dividende brut total par action de Fcfa 2.900 en hausse de 2% par rapport à 1999.

Le total de ces dividendes bruts est de 29 milliards de Fcfa soit 68% du bénéfice net consolidé part du Groupe.

(1): Source: F.M.I. World Economic Outlook
(2): Source: BCEAO: Instituts Nationaux de Statistiques
(3): Source: Direction de la Statistique (MEFP): estimation

COMMENTAIRE DE GESTION SUR LE GROUPE

COMPTE DE RESULTAT RESUME

Les éléments caractéristiques de la situation financière du Groupe ainsi que leur évolution par rapport à 1999 sont résumés ainsi qu'il suit.

A- Compte de résultat résumé

(en millions de Fcfa)

Libellé	Exercice 1999	Exercice 2000	variation (%)
Chiffre d'affaires	103 458	126 065	22
Autres produits d'exploitation	1 538	1 708	11
Production de l'exercice	104 996	127 774	22
Achats consommés	7 309	8 380	15
Services extérieurs et autres consommations	18 028	25 285	40
Consommation de l'exercice	25 337	33 665	33
Valeur ajoutée d'exploitation	79 659	94 109	18
Charges de personnel	12 978	16 736	29
Excédent brut d'exploitation	66 681	77 373	16
Dotation aux amortissements et provisions	18 388	24 021	31
Reprises de provisions	2 004	1 261	-37
Résultat d'exploitation	50 296	54 613	9
Résultat financier	2 340	32	-99
Résultat des activités ordinaires	52 636	54 645	4
Résultat HAO	63	-108	-271
Impôts exigibles sur le résultat	12 345	13 671	11
Impôts différés	428	1 655	287
Résultat net de l'ensemble consolidé	40 783	42 521	4
Résultat net part du Groupe	40 783	42 521	4

COMMENTAIRE DE GESTION SUR LE GROUPE

COMPTE DE RESULTAT RESUME

I- Chiffre d'Affaires

Le chiffre d'affaires en 2000 est en hausse de 22,6 milliards de Fcfa soit près de 22% par rapport à 1999. Cette hausse s'explique par:

- Une augmentation nette de près de 9 milliards de Fcfa du chiffre d'affaires du trafic domestique au départ du réseau fixe (+ 11,4 milliards de Fcfa sur le chiffre d'affaires trafic domestique et - 2,5 milliards de Fcfa sur le chiffre d'affaires trafic international départ suite aux baisses de tarifs).
- Une augmentation de 5,95 milliards de Fcfa du chiffre d'affaires de l'activité téléphonie mobile.
- Une augmentation de 5,85 milliards de Fcfa du chiffre d'affaires des balances de trafic international consécutive à une croissance du volume de trafic international entrant de 20% .
- Une augmentation de 1,4 milliard de Fcfa du chiffre d'affaires abonnement téléphone fixe consécutive à une croissance de près de 25% du parc fixe.
- Une augmentation de 0,5 milliard de Fcfa du chiffre d'affaires des liaisons louées consécutive au développement du marché Internet et Données.

II- Charges d'Exploitation

Les charges d'exploitation en 2000 augmentent de 17,71 milliards de Fcfa soit 31 % par rapport à 1999. Cette hausse s'explique essentiellement comme suit:

a) Charges de fonctionnement et de maintenance

La forte croissance de l'activité combinée à l'environnement concurrentiel pour le "mobile" expliquent la hausse de ces charges de 6,4 milliards essentiellement constituée par:

- 3,04 milliards de Fcfa (dont 2,96 milliards de Fcfa au titre du téléphone fixe) au titre des balances de trafic sortantes correspondant à du trafic international nouveau que la Sonatel a réussi à faire acheminer via son réseau. Ce trafic a un effet positif sur la croissance des recettes de balance de trafic international.
- 1,37 milliards de Fcfa au titre des achats de terminaux d'abonnés (fixe et mobile: + 354 millions de Fcfa) consommés et du fait de l'augmentation du nombre de cartes téléphoniques pour terminaux mobiles (+ 1 021 millions de Fcfa) consécutive à la forte croissance du nombre d'abonnés.

- 1,28 milliards de Fcfa au titre des charges d'interconnexion avec le concurrent sur le "mobile" pour le trafic vers son réseau.
- 590 millions de Fcfa au titre de la location de circuits du fait d'une activité plus importante ayant entraîné la location de circuits additionnels.
- 393 millions de Fcfa au titre des commissions et frais de l'emprunt obligataire de 12 milliards de Fcfa.

b) Charges Provisionnées

La hausse de 429 millions au titre des provisions pour créances douteuses sur opérateurs étrangers provient essentiellement de l'augmentation des impayés de Côte d'Ivoire Télécom. Toutes les créances clients privés supérieures à 1 an ont été provisionnées à 100% pour Sonatel SA, la même règle s'applique chez Sonatel Mobiles dès que la créance est supérieure à 90 jours. Malgré cela, le montant des provisions pour créances clients douteuses n'augmente que de 6,5% et représente 2,95% du chiffre d'affaires consolidé contre 3,4% en 1999.

c) Charges de Personnel

La hausse des charges de personnel est de 3,76 milliards de Fcfa soit 29% dont près de 1 165 millions de Fcfa au titre de la prime

COMMENTAIRE DE GESTION SUR LE GROUPE

COMPTE DE RESULTAT RESUME

de croissance indexée sur l'accroissement du résultat d'exploitation.

A "prime de croissance des résultats" constante, la hausse des charges de personnel est de 20% et s'explique essentiellement par:

- L'augmentation de 20% des salaires de base avec ses effets induits en particulier sur la provision retraite;
- la révision à la hausse de certaines indemnités (fonction, logement);
- L'augmentation des effectifs de 5% (+73 agents)

d) Dotations aux Amortissements

La hausse de 6,8 milliards de Fcfa s'explique par l'importance du programme d'investissement.

Les mises en service importantes ont eu lieu au titre des réseaux d'accès dans le cadre du Plan d'Equipement, du câble sous-marin Atlantis II, de la commutation ainsi que des bâtiments des nouvelles agences commerciales.

e) Dotations aux Provisions

Les dotations aux provisions baissent de plus de 1 milliard de Fcfa par rapport à 1999 et sont essentiellement constituées par une dotation de 477 millions de Fcfa au titre d'un litige avec des fonctionnaires ex-agents de la société.

III- Le Résultat d'Exploitation

Le résultat d'exploitation en 2000 augmente de 4,3 milliards de Fcfa soit 8,6% du fait de l'augmentation du chiffre d'affaires plus forte en valeur absolue que celle des charges d'exploitation.

IV-Résultat Financier

Les produits financiers diminuent de 1,4 milliards de Fcfa du fait d'un niveau plus faible qu'en 1999 des reprises de provisions et des gains de changes liés à la hausse du dollar américain, mais aussi d'un niveau moyen de trésorerie plus faible compte tenu de l'importance des investissements et des dividendes payés en 2000.

Les charges financières augmentent de 884 millions de Fcfa du fait des nouvelles dettes contractées (17 milliards de Fcfa). Le résultat financier reste néanmoins positif (+ 32 millions de Fcfa).

V- Impôt sur les Sociétés

Les impôts différés correspondent à la différence entre l'effet

Impôt sur les Sociétés (IS) des réintégrations fiscales et celui des déductions fiscales (en dehors de la déduction pour investissement).

Les impôts différés augmentent de plus de 1,2 milliards de Fcfa du fait essentiellement de l'augmentation des provisions réintégrées (prime de croissance, retraite).

Le taux réel d'imposition à l'impôt sur les sociétés est de 22% en 2000 au lieu de 35% grâce à la réduction de 21,12 milliards de Fcfa de l'assiette imposable consécutive à la déduction pour investissements pour 18,93 milliards de Fcfa et à la dotation aux provisions pour renouvellement de l'outillage et du matériel (PROM) pour 2,2 milliards de Fcfa.

VI- Bénéfice net part du Groupe

Le bénéfice net part du Groupe passe de 40,78 milliards de Fcfa en 1999 à 42,52 milliards de Fcfa en 2000 soit une hausse de 1,74 milliard de Fcfa (4,3%).

COMMENTAIRE DE GESTION SUR LE GROUPE

COMPTE DE RESULTAT RESUME

B- Trésorerie

Le Cash flow affecté aux investissements est de 53,5 milliards de Fcfa (immos corporelles). Ces investissements sont, comme en 1999, consacrés essentiellement à l'extension des réseaux d'accès (Plan d'Équipement), au développement du réseau "mobile", à notre participation aux projets de câbles sous-marins internationaux, à la desserte d'une centaine de localités rurales et à la réalisation de nouvelles agences commerciales.

Le cash flow affecté aux remboursements d'emprunts est de 2,11 milliards de Fcfa correspondant aux emprunts auprès de la Banque Européenne d'Investissement (BEI) (contracté en 1992), de l'Agence Française de Développement (AFD) (contracté en 1994) et de l'État du Sénégal (contracté en 1997 et prêté au personnel pour l'acquisition de 10 % du Capital).

Le besoin de financement d'exploitation a augmenté de 14,9 milliards de Fcfa suite essentiellement à l'augmentation des créances sur les opérateurs étrangers (+10,8 milliards de Fcfa), des crédits de TVA (+1,4 mil-

liards de Fcfa) et des acomptes IRVM (+1,6 milliards de Fcfa). La capacité d'autofinancement globale est de 64,6 milliards de Fcfa .

Un prélèvement de 13 milliards de Fcfa sur la Trésorerie de début d'exercice 2000 a complété l'emprunt obligataire de 12 milliards de Fcfa et l'emprunt bancaire de 5 milliards de Fcfa pour permettre le paiement d'un dividende de 28,45 milliards de Fcfa et un niveau d'excédent de Trésorerie en fin d'année de 10,6 milliards de Fcfa soit près de 3 mois de chiffre d'affaires consolidé.

Malgré ces nouveaux emprunts mobilisés en 2000, les dettes financières à long terme (hors dette État pour les actions du personnel) ne représentent que 18,3% des fonds propres (avant affectation du résultat 2000).

ETATS FINANCIERS CONSOLIDES

BILAN AU 31 DECEMBRE 2000

(en millions de Fcfa)

Actif	Brut	Amortissements Provisions	Exercice 2000	Exercice 1999
Actif immobilisé				
Charges immobilisées	1 877	0	1 877	2 482
Immobilisations incorporelles	4 557	1 617	2 940	2 569
Ecart d'acquisition	1 672	0	1 672	1 672
Autres immobilisations incorporelles	2 884	1 617	1 267	897
Immobilisations corporelles	325 238	142 347	182 890	140 398
Avances et acomptes versés sur immobilisations	6 613	0	6 613	18 940
Immobilisations financières	15 332	1 013	14 319	13 680
Impôts différés	1 656	0	1 656	1 633
Titres mis en équivalence	0	0	0	0
Participations et créances rattachées	3 094	950	2 144	883
Prêts et autres immobilisations financières	10 582	62	10 519	11 164
Total (I)	353 616	144 977	208 639	178 071
Actif circulant				
Stocks	4 111	441	3 670	3 189
Créances et emplois assimilés	104 038	23 192	80 846	57 564
Clients	54 914	19 567	35 347	29 647
Autres créances	49 124	3 625	45 499	27 917
Total (II)	108 149	23 663	84 516	60 753
Trésorerie-actif	Total (III)	16 320	564	15 756
Total actif	478 085	169 174	308 911	265 274

ETATS FINANCIERS CONSOLIDES

BILAN AU 31 DECEMBRE 2000

(en millions de Fcfa)

Passif	Exercice 2000	Exercice 1999
Capitaux propres		
Capital	50 000	50 000
Primes et réserves consolidés	93 945	82 277
Ecart de conversion		
Résultat net (part de l'entreprise consolidante)	42 521	40 783
Autres capitaux propres	0	0
Part de l'entreprise consolidante	186 466	173 060
Part des minoritaires	0	0
Capitaux propres de l'ensemble consolidé		
Total (A)	186 466	173 060
Dettes financières et ressources assimilées		
Impôts différés	880	1 205
Emprunts et dettes financières	38 618	21 433
Provisions financières pour risques et charges	7 281	6 254
Total (B)	46 778	28 892
Total capitaux stables (I = A + B)	233 244	201 952
Passif circulant		
Fournisseurs et comptes rattachés	24 294	22 445
Autres dettes	46 296	38 280
Total (II)	70 590	60 725
Trésorerie-passif	5 076	2 597
Total passif	308 911	265 274

ETATS FINANCIERS CONSOLIDES

COMPTE DE RESULTAT CONSOLIDE AU 31 DECEMBRE 2000

(en millions de Fcfa)

Libellé	Exercice 2000	Exercice 1999
Chiffre d'affaires	126 066	103 458
Production stockée		
Production immobilisée		
Autres produits d'exploitation	1 708	1 538
I • Production de l'exercice	127 774	104 996
Achats consommés	8 380	7 309
Services extérieurs et autres consommations	25 285	18 028
2 • Consommation de l'exercice	33 665	25 337
Valeur ajoutée d'exploitation	94 109	79 659
Charges de personnel	16 736	12 978
Excédent brut d'exploitation	77 373	66 681
Dotations aux amortissements	24 021	18 388
Reprises de provisions	1 261	2 004
Résultat d'exploitation	54 613	50 296
Produits financiers	2 967	4 391
Charges financières	2 935	2 051
Résultat des activités ordinaires	54 645	52 637
Résultat HAO	-108	63
Résultat avant impôts	54 536	52 700
Impôts exigibles sur résultats	13 671	12 346
Impôts différés	1 656	429
Résultat net des entreprises intégrées	42 521	40 783
Part dans les résultats nets des entreprises mises en équivalence		
Résultat net de l'ensemble consolidé	42 521	40 783
Part des minoritaires		
Part de l'entreprise consolidante	42 521	40 783

ETATS FINANCIERS CONSOLIDES

TABLEAU FINANCIER DES RESSOURCES ET DES EMPLOIS - TAFIRE

1^{ère} partie: Détermination des soldes financiers au 31/12/00

CAPACITE D'AUTOFINANCEMENT GLOBALE (CAFG)

(en millions de Fcfa)

	montant		montant
		E.B.E	77 373
Frais financiers	2 085	Transfert de charges d'exploitation	1 111
Perte de change	850	Revenus financiers	2 362
Charges H.A.O	641	Transferts de charges financières	0
Participation	0	Gains de change	605
Impôt sur le résultat	13 671	Produits H.A.O	404
		Transfert de charges H.A.O	0
Total (I)	17 247	Total (II)	81 855
CAFG: Total (II) - Total (I)	64 608	CAFG 31/12/99	59 712

AUTOFINANCEMENT (AF)

(en millions de Fcfa)

Dividendes distribués dans l'exercice	28 450	
AF = CAFG - dist div dans l'exo	36 158	31/12/99 = 33 712

VARIATION DU BESOIN DE FINANCEMENT D'EXPLOITATION (BFE)

Var. BFE = Var. stocks + Var. créances + Var. dettes circulantes

(en millions de Fcfa)

Variation des stocks N- (N-I)	emplois (augmentation +)	ressources (diminution -)
(BC) Marchandises	0	0
(BD) Matières premières	920	
(BE) En-cours		439
(BF) Produits fabriqués		
	920	439
(A) Variation globale nette des stocks	481	

ETATS FINANCIERS CONSOLIDES

TABLEAU FINANCIER DES RESSOURCES ET DES EMPLOIS - TAFIRE

1^{ère} partie: Détermination des soldes financiers au 31/12/00 (suite)

VARIATION DES CREANCES

(en millions de Fcfa)

<i>Variation des créances</i>	emplois (augmentation +)	ressources (diminution -)
Fournisseurs, avances versées	114	
Clients		884
Autres créances	16 723	
Total	16 838	884
(B) Variation globale nette des créances	15 954	

VARIATION DES DETTES

(en millions de Fcfa)

<i>Variation des dettes</i>	emplois (diminution -)	ressources (augmentation +)
Clients, avances reçues		0
Fournisseurs d'exploitation	6 529	
Dettes fiscales		3 710
Dettes sociales		1 186
Autres dettes		2 785
Risques provisionnés		329
Total	6 529	8 010
(C) Variation globale nette de dettes circulantes	1 480	

VARIATION DU BFE = A + B - C

(en millions de Fcfa)

14 954

EXCEDENT DE TRESORERIE D'EXPLOITATION (ETE)

ETE = EBE - Variation BFE - Production Immobilisée

(en millions de Fcfa)

	31/12/2000	31/12/1999
EBE	77 373	66 681
- variation du BFE	-14 954	10 888
- production immobilisée	0	0
ETE	62 419	77 569

ETATS FINANCIERS CONSOLIDES

TABLEAU FINANCIER DES RESSOURCES ET DES EMPLOIS - TAFIRE

2^{ème} partie

(en millions de Fcfa)

	Exercice 2000		Exercice 1999
	emplois	ressources	E- ; R+
I- investissements et désinvestissements			
Charges immobilisées (augmentations dans l'exercice)	111	407	-456
Croissance interne			
Acquisitions / cessions d'immobilisations incorporelles	675	0	-2 068
Acquisitions / cessions d'immobilisations corporelles	53 484	462	- 54 419
Croissance externe			
Acquisitions / cessions d'immobilisations financières	616	0	1 391
Investissement total	54 886	869	-55 552
II- variation du besoin de financement d'exploitation	14 954		10 888
A- Emplois économiques a financer	69 840	869	-44 664
III- Emplois / ressources (B.F ; H.A.O)		1 794	7 526
IV- Emplois financiers contraints			
Remboursement (selon échéancier) des emprunts et des dettes financières	2 113		-2 082
B- Emplois totaux a financer	71 952	2 663	-39 221
V- Financement interne			
Dividendes (emplois) / CAFG (ressources)	28 450	64 608	33 712
VI- Financement par les capitaux propres			
Augmentation du capital par apports nouveaux			0
Subvention d'investissement			-761
Prélèvement sur le capital			0

ETATS FINANCIERS CONSOLIDES

TABLEAU FINANCIER DES RESSOURCES ET DES EMPLOIS - TAFIRE

2^{ème} partie: (suite)

(en millions de Fcfa)

	Exercice 2000		Exercice 1999
	emplois	ressources	E- ; R+
VII- Financement par de nouveaux emprunts			
Emprunts		17 000	0
Autres dettes financières	32	2 990	1 879
C- Ressources nettes de financement	28 482	84 598	34 829
D- Excédent ou insuffisance de ressources de financement (C-B)	13 173		-4 391
VIII- Variation de la trésorerie			
Trésorerie nette			
à la clôture de l'exercice + ou -	10 680		23 853
à l'ouverture de l'exercice + ou -	23 853		28 245
Variation trésorerie (+ si emploi; - si ressource)	-13 173		-4 391

Contrôle (à partir des masses des bilans N et N-1)	31/12/00		31/12/99
	emplois	ressources	
Variation du fonds de roulement (F.D.R)			
FDR (N) - FDR (N-1) 23 372 740 703 - 23 881 224 441		724	-22 805
Variation du BFG			
BFG (N) - BFG (N-1) - 563 809 553 - 28 076 390	13 898		18 413
Variation de la trésorerie (T)			
T (N) - T (N-1) 23 936 550 256 - 23 853 148 051		13 173	4 391
Total	13 898	13 898	0

ETATS FINANCIERS CONSOLIDES

TABLEAU DE VARIATION DE CAPITAUX PROPRES

(en millions de Fcfa)

Solde initial avant répartition	Capital social			Autres postes	
	apports en nature	apports en numéraires	incorporat. de réserves	augmentation	diminution
50 000					
7 655					
74 622					-665
40 783					-28 450
0				25 399	
0					
0					
173 060	0	0	0	0	25 399 -29 115

TABLEAU DE VARIATION ET DETAIL DES DETTES CONSOLIDÉES

(en millions de Fcfa)

	Solde début exercice	Dettes contractées	Diminutions des dettes		Variations nettes écarts conversion	Solde fin exercice	Suretés réelles données en garantie sur les dettes
			remboursement	incorporation au capital			
Emprunts obligataires convertibles		12 000				12 000	
Autres emprunts obligataires							
Emprunts et dettes établissements de crédit	8 312	5 000	2 113			11 200	3 449
Emprunts et dettes financières diverses	13 121	2 329	32			15 418	
Total	21 433	19 329	2 144	0	0	38 618	

ETAT DES ENGAGEMENTS FINANCIERS HORS BILAN

	Engagements	
	donnés	reçus
Engagements de garantie		
Assortis de suretés réelles		
Autres engagements de garantie	3 627	34 514
Engagements réciproques		
En matière de crédit-bail		
Commandes fermes		

ANNEXE AUX ETATS FINANCIERS CONSOLIDES

REGLES ET METHODES COMPTABLES

Principes de consolidation

Les sociétés sous contrôle exclusif sont consolidées par intégration globale.

Le périmètre de consolidation englobe la Sonatel SA et Sonatel-Mobiles filiale à 100% de Sonatel SA.

Présentation des Etats financiers

Les états financiers sont présentés selon le modèle SYSCOA:

- Bilan, Comptes de résultat, tableau financier des ressources et emplois (TAFIRE).

Base d'établissement des états financiers

Les états financiers sont établis sur la base des coûts historiques et présentés selon les principes et méthodes généralement admis au Sénégal. Ils sont conformes aux prescriptions du Système Comptable Ouest Africain (SYSCOA) en vigueur depuis le 1er Janvier 1998.

Charges immobilisées

Les frais financiers se rapportant à des emprunts octroyés pour le financement des grands projets d'investissements et supportés durant la période de réalisation de ceux-ci jusqu'à la fin des travaux sont immobilisés.

Ils sont amortis sur une durée de cinq (5) ans.

Les logiciels "dissociés" (qui font l'objet d'une facturation distincte du matériel informatique) sont également immobilisés et amortis sur une durée de vie estimée à cinq (5) ou trois (3) ans.

Les différences de change à répartir sont évaluées conformément aux principes sur les opérations en devises.

Ecarts d'acquisition

Il correspond à la valeur du fond commercial de

l'activité Mobile. Il n'est pas amorti

Immobilisations corporelles

Elles sont évaluées à leur coût d'acquisition comprenant le prix d'achat et les frais d'approche et amorties selon la méthode linéaire en fonction de leur durée d'utilisation probable comme suit:

- | | |
|---|-------------|
| • Construction | 20 ans |
| • Travaux de mis en valeur des terres | 40 ans |
| • Mobilier, matériel de bureau et de logement | 10 ans |
| • Agencements, aménagements, Installations | 08 ans |
| • Matériel de transport | 3 et 5 ans |
| • Matériel d'exploitation: | |
| Commutation | 10 ans |
| Transmission | 10 ans |
| Lignes et réseaux | 10 ans |
| Energie | 08 ans |
| Appareils de mesure | 08 ans |
| • Matériel informatique | 05 ans |
| • Autres immobilisations | 5 et 10 ans |

Les immobilisations en cours sont enregistrées à leur coût d'acquisition et sont reclassées en immobilisation définitive à la mise en service.

Autres valeurs immobilisées

Elles concernent les avances et acomptes sur commande d'immobilisations, les prêts habitats et véhicule au personnel, le prêt de l'Etat au personnel pour l'acquisition d'actions de la Société (10 %), les dépôts et cautionnement payés sur les abonnements d'eau et d'électricité mais aussi des loyers d'avance, les titres d'états PBE(*) et les titres de participation.

Ces immobilisations sont enregistrées et évaluées au coût historique.

(*) PBE = Prélèvement pour le Budget de l'Etat

ANNEXE AUX ETATS FINANCIERS CONSOLIDES

REGLES ET METHODES COMPTABLES

Sur les titres, des provisions pour dépréciation sont opérées lorsque la valeur actuelle à la clôture est inférieure au coût historique.

La valeur actuelle à la clôture est soit le cours boursier pour les titres cotés, soit la valeur de l'actif net pour les titres non cotés.

Stocks

Les stocks sont évalués au coût moyen pondéré des achats.

Les valeurs retenues pour les achats locaux correspondent au coût réel ferme et non révisable figurant en annexe des contrats de marché.

Le coût d'achat des produits importés correspond à la valeur des marchés majorée des droits de douane et frais de transit.

Les provisions pour dépréciations sont constituées avec la formule suivante

$$\text{Taux de dépréciation} = \frac{\text{Stock final} - \text{Moyenne des consommations des 3 dernières années}}{\text{Stock Final}}$$

L'application de la formule de dépréciation des stocks a été réaménagée pour tenir compte de la connaissance qu'a l'entreprise de la rotation ou de l'obsolescence effective de chaque article.

Créances

1. *Comptabilisation des prestations aux clients locaux*

Les prestations sur les clients locaux sont facturées en Fcfa à la date d'émission de la facture et comptabilisées dans les comptes 41.

Les prestations non encore facturées à la date de clôture sont comptabilisées dans les comptes 418 : Produits à recevoir.

Les créances sur les clients privés au titre des prestations de télécommunication qui ont plus d'un an

d'ancienneté sont dépréciées à 100%. A Sonatel Mobiles ce taux de dépréciation est appliqué dès que la créance a plus de 90 jours d'ancienneté.

2. *Comptabilisation des produits du trafic international*

Les balances de trafic sont établies mensuellement, bimestriellement ou trimestriellement sur la base des décomptes enregistrés après acceptation par le correspondant étranger concerné dans un compte de débiteur ou créateur divers en fonction du solde des opérations du mois, du bimestre ou du trimestre.

En fin d'année, une provision est calculée pour l'ensemble des balances de trafic non encore acceptées. Elle est comptabilisée en 4747 (produits à recevoir) lorsque le solde est en faveur de la Sonatel et en charges à payer dans le cas contraire dans les comptes débiteurs et créateurs divers (4746).

Les balances de trafic en devises sont converties au cours du jour de leur comptabilisation. Les différences de change apparaissant lors du règlement d'une échéance sont passées en pertes ou profits de change

Les balances de trafic établies en devises sont réactualisées au cours en vigueur à la clôture de l'exercice lorsqu'elles ne sont pas réglées et les différences de change sont traitées comme suit:

- les pertes de change potentielles sont comptabilisées dans les charges provisionnées de l'exercice,
- les profits de change latents ne sont pas comptabilisés.

ANNEXE AUX ETATS FINANCIERS CONSOLIDES

REGLES ET METHODES COMPTABLES

Les écarts de conversion afférents sont constatés dans le bilan dans les comptes 478 ou 479 "écart de conversion".

Les créances sur les correspondants sont dépréciées au cas par cas en fonction de la solvabilité du correspondant.

Opérations en Devise

Les comptes en devises sont convertis au cours de change en vigueur à la date de clôture de l'exercice et les montants ainsi obtenus sont rapprochés avec les valeurs comptabilisées sur la base des cours des devises à la date de réalisation des opérations. Les écarts constatés sont traités comme suit:

• Au Bilan

- Les gains et les pertes de change potentiels sont comptabilisés dans les comptes 478 ou 479 (écart de conversion).

• Au Compte de Résultat

- Les pertes de change latentes sur les opérations à plus d'un an sont comptabilisées au passif dans un compte "provisions pour pertes de change" et la contrepartie est inscrite à l'actif du bilan dans le compte 478 "différence de change".
- Les pertes de change latentes sur opérations à moins d'un an sont comptabilisées dans le compte 679 par le crédit du compte 499.
- Les pertes sur les comptes de trésorerie sont passées dans le compte de résultat par la contrepartie du compte de Trésorerie.

Provisions pour pertes et charges

1. *Litiges*

Tous les risques éventuels sur les litiges avec des tiers sont provisionnés selon les informations fournies par les services juridiques de la Société. Les provisions sans objet sont rapportées au résultat.

2. *Indemnités de départ à la retraite*

Les indemnités dues au personnel lors du départ à la retraite ou dans un cadre contractuel font l'objet d'une provision pour pertes et charges.

Provision pour renouvellement de l'outillage et du matériel (PROM)

La société bénéficie d'une autorisation administrative pour la constitution de la PROM. Cette autorisation demeure jusqu'à la fin du monopole sur le téléphone fixe.

Cette provision est constituée selon les dispositions fiscales en vigueur au Sénégal. Elle est déterminée à partir d'une formule qui prend en compte les indices officiels de variation des prix de gros publiés par le Ministère chargé des Finances.

En consolidation, la dotation de l'exercice est annulée et le solde du compte est porté en réserves réglementées.

Les Subventions d'investissements

Elles sont transférées au compte de régularisation passif conformément à la norme n° 20 de l'IASC.

La quote-part amortie de l'exercice est dans le compte de résultat.

Les impôts différés: des écritures d'impôts différés sont comptabilisées pour annuler l'effet du décalage temporaire des charges et produits dû à des considérations fiscales. La méthode du report variable est appliquée.



ETATS FINANCIERS RESUMES - SONATEL SA

ETATS FINANCIERS RESUMES SONATEL S.A.

BILAN RESUME - ACTIF

(en millions de Fcfa)

Actif	Brut	Amortissement provision	Net au 31/12/2000	Net au 31/12/1999
Actif immobilisé (1)				
Charges immobilisées	1 691	0	1 691	2 308
Frais d'établissement et charges à répartir	1 691		1 691	2 308
Immobilisations incorporelles	2 437	1 567	870	715
Frais de recherche et de développement	50	31	18	0
Brevets, licences, logiciels	2 387	1 536	851	715
Immobilisations corporelles	307 291	139 078	168 213	128 707
Terrains	1 448	107	1 342	1 147
Bâtiments	14 621	7 244	7 377	6 187
Installations et agencements	6 020	3 207	2 813	2 738
Matériels	278 707	123 986	154 721	116 236
Matériels de transport	6 494	4 534	1 960	2 400
Avances et acomptes versés sur immobilisations	5 225	0	5 225	18 014
Immobilisations financières	22 744	1 013	21 731	21 259
Titres de participation	12 451	950	11 501	10 240
Autres Immobilisations financières Dont HAO: B/N	10 292	62	10 230	11 019
Total actif immobilisé (I)	339 387	141 658	197 729	171 004
Actif circulant				
Actif circulant H.A.O.	0	0	0	0
Stocks	2 965	441	2 524	2 822
Marchandises			0	0
Matières premières et autres approvisionnements	2 839	441	2 399	2 256
En-cours	126		126	565
Produits fabriqués			0	0
Créances et emplois assimilés	100 388	20 491	79 896	57 448
Fournisseurs - Avances versées	890	37	853	754
Clients	54 266	16 866	37 400	30 420
Autres créances	45 233	3 589	41 644	26 274
Total actif circulant (II)	103 353	20 932	82 421	60 269
Trésorerie actif				
Titres de placement	77		77	640
Valeur à encaiser	297		297	51
Banques, chèques postaux, caisse	13 868	564	13 305	25 378
Total trésorerie-actif (III)	14 242	564	13 678	26 070
Ecart de conversion-actif (IV)	466	0	466	137
Total général (I + II + III + IV)	457 448	163 154	294 294	257 480

ETATS FINANCIERS RESUMES SONATEL S.A.

BILAN RESUME - PASSIF

(en millions de Fcfa)

Passif	Exercice 2000	Exercice 1999
Capital	50 000	50 000
Actionnaires, capital non appelé		
Primes et réserves	71 933	56 851
Primes d'apport d'émission fusion	0	
Réserves indisponibles	10 000	7 655
Réserves libres	61 933	49 195
Report à nouveau	0	0
Résultat net de l'exercice	35 260	36 700
Autres capitaux propres	21 509	26 241
Subventions d'investissement	574	667
Provisions réglementées et fonds assimilés	20 935	25 574
Total capitaux propres (I)	178 703	169 792
Dettes financières et ressources assimilées (1)		
Emprunts	24 674	8 312
Dettes de crédit bail et contrats assimilés		
Dettes financières diverses	13 095	12 356
Provisions financières pour risques et charges dont HAO	7 196	6 196
Total dettes financières (II)	44 966	26 864
Total ressources stables (I + II)	223 669	196 656
Passif circulant		
Dettes circulantes HAO et ressources assimilées	12 118	12 655
Clients - avances reçues	0	
Fournisseurs d'exploitation	9 835	10 513
Dettes fiscales	22 796	23 071
Dettes sociales	4 285	3 177
Autres dettes	15 492	7 733
Risques provisionnés	466	137
Total passif circulant (III)	64 993	57 286
Trésorerie-passif		
Banques - crédits d'escompte		
Banques - crédits de trésorerie		
Banques - découverts	5 076	2 597
Total trésorerie-passif (IV)	5 076	2 597
Ecarts de conversion-passif (V)	556	940
Total général (I + II + III + IV + V)	294 294	257 480

ETATS FINANCIERS RESUMES SONATEL S.A.

COMPTE DE RESULTAT RESUME

(en millions de Fcfa)

	Exercice 2000	Exercice 1999
Travaux services vendus	116 189	95 142
Produits accessoires	242	132
Chiffre d'affaires	116 431	95 274
Dont à l'exportation		27 675
Subvention d'exploitation		
Autres produits et fournitures liées	1 677	1 537
Autres achats	4 887	5486
Variation de stocks	513	-100
Transport	273	163
Services extérieurs	20 351	13 058
Impôts et taxes	2 060	1 985
Autres charges	4 566	3 106
Valeur ajoutée	85 458	73 113
Charge de personnel	15 731	12 527
Dont personnel extérieur	550	648
Excédent brut d'exploitation	69 727	60 586
Reprises de provisions	150	1 239
Transfert de charges	1 108	764
Total des produits d'exploitation	119 366	98 814
Dotations aux amortissements	22 378	17 430
Résultat d'exploitation	48 607	45 159
Frais financiers	2 053	438
Pertes de change	835	964
Dotations aux amortissements et provisions financières	0	559
Total des charges financières	2 888	1 961
Revenus financiers	2 257	2 716
Gains de change	595	1 138
Reprise de provision	0	0
Transferts de charges	0	503
Total des produits financiers	2 852	4 357
Résultat financier	-36	2 396
Total des produits des A.O.	122 218	103 171
Résultat des activités ordinaires	48 571	47 555
Valeur comptable des cessions d'immobilisations	427	30
Charges H.A.O.	641	155
Dotations H.A.O.	2 194	1 840
Total des charges H.A.O.	3 262	2 025
Produits des cessions d'immobilisations	462	42
Produits H.A.O.	404	1 805
Reprises H.A.O.	94	94
Transferts de charges H.A.O.	0	
Total des produits H.A.O.	960	1 941
Résultat H.A.O.	- 2 302	-84
Participation des travailleurs		0
Impôts sur les résultats	11 008	10 771
Total général des produits	123 178	105 112
Résultat net	35 261	36 700

ETATS FINANCIERS SONATEL SA

TABLEAU FINANCIER DES RESSOURCES ET DES EMPLOIS - TAFIRE

1^{ère} partie: détermination des soldes financiers de 2000

CAPACITE D'AUTOFINANCEMENT GLOBAL (CAFG)

(en millions de Fcfa)

	montant		montant
		E.B.E	69 727
Frais financiers	2 053	Transferts de charges d'exploitation	1 108
Perte de change	835	Revenus financiers	2 257
Charges H.A.O	641	Transferts de charges financières	0
Participation		Gains de change	595
Impôt sur le résultat	11 008	Produits H.A.O	404
		Transferts de charges H.A.O	
Total (I)	14 537	Total (II)	74 091
CAFG: Total (II) - Total (I)	59 555	CAFG 31/12/99	53 407

AUTOFINANCEMENT (AF)

(en millions de Fcfa)

Dividendes distribués dans l'exercice	28 450	
AF = CAFG - dist div dans l'exo	31 105	31/12/99 = 27 407

VARIATION DU BESOIN DE FINANCEMENT D'EXPLOITATION (BFE)

Var. BFE = Var. stocks + Var. créances + Var. dettes circulantes

(en millions de Fcfa)

Variation des stocks N- (N-I)	emplois (augmentation +)	ressources (diminution -)
Marchandises	0	0
Matières premières	142	0
En-cours	0	439
Produits fabriqués	0	0
	142	439
(A) Variation globale nette des stocks	-297	

ETATS FINANCIERS SONATEL SA

TABLEAU FINANCIER DES RESSOURCES ET DES EMPLOIS - TAFIRE

1^{ère} partie: détermination des soldes financiers de 2000 (suite)

VARIATION DES CREANCES

(en millions de Fcfa)

<i>Variation des créances</i>	emplois (augmentation +)	ressources (diminution -)
Fournisseurs, avances versées	98	0
Clients	6 980	0
Autres créances	15 249	
Total	22 327	0

(en millions de Fcfa)

(B) Variation globale nette des créances 22 327

VARIATION DES DETTES

(en millions de Fcfa)

<i>Variation des dettes</i>	emplois (diminution -)	ressources (augmentation +)
Clients, avances reçues	0	0
Fournisseurs d'exploitation	678	
Dettes fiscales	275	
Dettes sociales	0	1 108
Autres dettes	0	6 925
Risques provisionnés		329
Total	953	8 362

(en millions de Fcfa)

**(C) Variation globale nette
de dettes circulantes 7 409**

VARIATION DU BFE = A + B - C

(en millions de Fcfa)

14 621

EXCEDENT DE TRESORERIE D'EXPLOITATION (ETE)

ETE = EBE - Variation BFE - Production Immobilisée

(en millions de Fcfa)

	2000	1999
Excédent Brut d'Exploitation (EBE)	69 727	60 586
- variation du BFE (- ou +)	-14 621	10 754
(- si emploi; + si ressources)		
- production immobilisée		0
Excédent de trésorerie d'exploitation (ETE)	84 348	71 350

ETATS FINANCIERS SONATEL SA

TABEAU FINANCIER DES RESSOURCES ET DES EMPLOIS - TAFIRE

2^{ème} partie

(en millions de Fcfa)

	Exercice 2000		Exercice 1999
	emplois	ressources	E- ; R+
I- investissements et désinvestissements			
Charges immobilisées (augmentations dans l'exercice)	52	407	-238
Croissance interne			
Acquisitions / cessions d'immobilisations incorporelles	424	0	-199
Acquisitions / cessions d'immobilisations corporelles	48 475	462	- 40 902
Croissance externe			
Acquisitions / cessions d'immobilisations financières	472	0	-7 821
Investissement total	49 423	869	-49 160
II- variation du besoin de financement d'exploitation			
	14 621	0	10 764
A- Emplois économiques a financer			
	64 044	869	-38 396
III- Emplois / ressources (variation B.F ; H.A.O)			
	537	0	5 497
IV- Emplois financiers contraints			
Remboursement (selon échéancier) des emprunts et des dettes financières	2 113		-2 082
B- Emplois totaux a financer	66 693	869	-34 981
V- Financement interne			
Dividendes (emplois) / CAFG (ressources)	28 450	59 555	27 407
VI- Financement par les capitaux propres			
Augmentation du capital par apports nouveaux	0	0	0
Subvention d'investissement	0	0	-94
Prélèvement sur le capital	0	0	0

ETATS FINANCIERS SONATEL SA

TABLEAU FINANCIER DES RESSOURCES ET DES EMPLOIS - TAFIRE

2^{ème} partie: (suite)

(en millions de Fcfa)

	Exercice 2000		Exercice 1999
	emplois	ressources	E- ; R+
VII- Financement par de nouveaux emprunts			
Emprunts		17 000	0
Autres dettes financières		2 850	2 895
C- Ressources nettes de financement	28 450	79 404	30 209
D- Excédent ou insuffisance de ressources de financement (C-B)	14 780		-4 772
VIII- Variation de la trésorerie			
Trésorerie nette			
à la clôture de l'exercice + ou -	8 602		23 473
à l'ouverture de l'exercice + ou -	23 473		28 245
Variation trésorerie (+ si emploi; - si ressource)	-14 870		-4 772

Contrôle (à partir des masses des bilans N et N-I)	31/12/00		31/12/99
	emplois	ressources	
Variation du fonds de roulement (F.D.R)			
FDR (N) - FDR (N-I) 25 940 106 698 - 25 652 715 942		287	-21 033
Variation du BFG			
BFG (N) - BFG (N-I) 17 337 981 769 - 2 180 136 608	15 158		16 261
Variation de la trésorerie (T)		14 870	-4 772
T (N) - T (N-I)			
Total	15 158	15 158	-4 772

ETATS ANNEXES

TABLEAUX 1 A 11 SYSCOA

TABLEAU N° 1 • TABLEAU DE VARIATION DES IMMOBILISATIONS

(en millions de Fcfa)

N° Comptes	Libellés	Solde de début au 01/01/00	Augmentations acquisitions	reclassements	Sorties	Solde de clôture au 31/12/00
201600	Frais d'entrée en bourse	0				0
202100	Frais immobilisés	407	52	0	-162	297
202800	Frais sur plusieurs exercices	1 901	0	0	-508	1 393
20	Charges immobilisées	2 308	52	0	-670	1 691
211000	Etudes et recherches	30	20	0	0	50
212000	Brevets et recherches	84	22	0	0	105
213000	Logiciels informatiques	1 888	152	210	0	2 251
214000	Marques	0	0	0	0	0
215000	Fonds commercial	0	0	0	0	0
219100	Recherches développement en cours	0	0	0	0	0
219300	Logiciels en cours	11	20	0	0	31
21	Immobilisations incorporelles	2 013	214	210	0	2 437
222100	Terrains nus	126	23	0	0	149
223200	Terrains	599	3	0	0	602
224810	Mise en valeur des terrains	323	0	0	0	323
229200	Aménagement terrains nus en cours	198	177	0	0	375
22	Terrains	1 246	203	0	0	1 448
231100	Bâtiments industriels	5 508	37	161		5 705
231300	Bâtiments administratifs et commerciaux	4 418	1	610		5 029
231400	Logements et immos de rapport	1 647	0	0		1 647
233100	Pistes et routes	128	0	0		128
233890	Autres ouvrages d'infrastructure	13	80	33		126
235100	Installations générales bureaux	4 143	0	0		4 143
235200	Aménagement bureaux	1	3	0		5
238000	Autres aménagements, agencement, installation	1 297	229	303		1 829
239100	Bâtiments en cours	1 110	1 916	-1 074		1 953
239200	Agencement installation bureaux en cours	16	27	0		43
239300	Ouvrages d'infrastructure en cours	58	9	-33		34
23	Bâtiments inst. tech. et agencement	18 338	2 303	0	0	20 641
241110	Matériel commutation Sonatel	46 997	579	8 987	-3 911	52 653
241115	Matériel commutation public	448	15	0	0	463
241120	Matériel transmission	67 931	2 059	13 290	-4 211	79 069
241130	Matériel lignes et réseaux public	55 164	95	38 924	-70	94 112
241135	Matériel lignes et réseaux Sonatel	2 410	0	246	0	2 656
241140	Matériel énergie	12 506	407	3 013	-457	15 469
241150	Appareils	1 000	154	0	0	1 155
241190	Autres matériels d'exploitation	3 785	103	0	0	3 889
241	Matériel d'exploitation	190 241	3 412	64 460	-8 649	249 464
244100	Matériel de bureau	1 868	160	65	0	2 093
244210	Matériel informatique technique	3 912	149	1 226	0	5 286
244220	Matériel informatique bureau	998	95	621	0	1 714
244400	Mobilier de bureau	1 377	87	0	0	1 464
244700	Matériel de logement	13	0	0	0	13
244710	Mobilier de logement	34	0	0	0	34
244	Matériel et mobilier	8 201	491	1 912	0	10 604
245100	Véhicules légers	6 118	114	316	-174	6 374
245800	Cyclomoteurs	102	18	0	0	120
245	Matériel de transport	6 219	132	316	-174	6 494
248900	Autres immobilisations diverses	884	96	217	0	1 196
248	Autres immobilisations diverses	884	96	217	0	1 196
249100	Matériel d'exploitation en cours	27 560	39 413	-50 310	0	16 663
249450	Mobiliers de bureau logement en cours	0	22	-22	0	0
249500	Matériel transport en cours	367	0	-316	-51	0
249700	Agencement, aménagement en cours	0	0	0	0	0
249800	Autres immobilisations en cours	602	0	-313	-262	28
249810	Douane sur immobilisations en cours	1 191	715	-1 155	0	752
249	Matériel en cours	29 720	40 151	-52 116	-312	17 443
251130	Avances, acomptes logiciels					0
252100	Avances sur bâtiments	1 743	0	0	-168	1 575
252200	Avances et acomptes sur ouvrages infrastructures	222	0	-219	-3	0
252300	Avances sur matériel d'exploitation	16 049	2 382	-14 781	0	3 650
252400	Avances sur mobilier, matériel de bureau, logement	0	0	0	0	0
252500	Avances sur matériel de transport	0	0	0	0	0
252900	Avances acomptes sur autres immobilisations	0	0	0	0	0
25	Avances et acomptes/immo.	18 014	2 382	-15 000	-171	5 225
Total général		277 184	49 435	0	-9 976	316 643

ETATS ANNEXES

TABLEAUX 1 A 11 SYSCOA

TABLEAU N° 2 • TABLEAU DE VARIATION DES AMORTISSEMENTS

(en millions de Fcfa)

N° Comptes	Libellés	Solde de début au 01/01/00	Augmentations	reprises	Diminutions cessions	Solde de clôture au 31/12/00
281100	Amortissement recherche développement	30	2	0	0	31
281200	Amortissement brevet licence	12	16	0	0	28
281300	Amortissement logiciels	1 256	252	0	0	1 508
281	Total	1 297	270	0	0	1 567
282400	Amortissement travaux de mise en valeur	99	8	0	0	107
282	Total	99	8	0	0	107
283100	Amortissement bât. adiminist. et commercial	5 543	523	0	0	6 066
283150	Amortissement logement personnel	1 113	0	0	0	1 113
283160	Amortissement agencement installation bureau	2 544	318	0	0	2 862
283320	Amortissement pistes et routes	53	4	0	0	57
283390	Amortissement autres ouvrages d'infrastructures	0	8	0	0	8
283810	Amortissement autres agencements amén. installat.	160	186	0	0	345
283	Total	9 413	1 038	0	0	10 451
284110	Amortissement matériel commutation Sonatel	23 153	4 263	0	3 555	23 861
284115	Amortissement matériel commutation public	323	25	0	0	348
284120	Amortissement matériel transmission	39 463	5 938	0	4 211	41 190
284130	Amortissement matériel L & R public	32 047	6 131	0	12	38 165
284135	Amortissement matériel L & R Sonatel	1 927	86	0	0	2 012
284140	Amortissement matériel d'énergie	6 897	1 102	0	478	7 520
284190	Amortissement autres matériels d'exploitation	3 420	108	0	0	3 528
2841	Total	107 229	17 651	0	8 256	116 624
284410	Amortissement mobilier bureau	877	105	0	0	982
284415	Amortissement mobilier logement	21	3	0	0	23
284420	Amortissement matériel de bureau	1 014	162	0	0	1 176
284425	Amortissement matériel de logement	12	0	0	0	12
284430	Amortissement matériel informatique technique	2 059	903	0	0	2 962
284435	Amortissement matériel informatique de bureau	612	355	0	0	967
2844	Total	4 594	1 528	0	0	6 123
284510	Amortissement véhicules légers	3 752	839	0	140	4 451
284520	Amortissement véhicules lourds	0	16	0	0	16
284530	Amortissement cyclomoteurs	68	0	0	0	68
2845	Total	3 819	854	0	140	4 534
284710	Amortissement aménagement, agencement, instal.	0				0
2847	Total	0	0	0	0	0
284810	Amortissement appareils	257	176	0	0	432
284890	Amortissement autres immobilisations diverses	730	77	0	0	807
2848	Total	987	252	0	0	1 239
Total général		127 439	21 601	0	8 396	140 645

ETATS ANNEXES

TABLEAUX 1 A 11 SYSCOA

TABLEAU N° 3 • PLUS VALUES ET MOINS VALUES DE CESSION

(en millions de Fcfa)

N° Comptes	Libellés	Montant brut	Amortissements pratiques	Valeur nette comptable	Prix de cession	Plus ou moins value de cession
21	Immobilisations incorporelles	0	0	0	0	0
22, 23, 24	Immobilisations corporelles	8 823	8 396	427	462	35
26	Immobilisations financières	0	0	0	0	0
Total		8 823	8 396	427	462	35

TABLEAU N° 4 • PROVISIONS INSCRITES AU BILAN

(en millions de Fcfa)

Nature	Provisions au 31/12/1999	Augmentations: dotations			Diminution: reprises			Provisions au 31/12/2000
		exploitation	financière	H.A.O.	exploitation	financière	H.A.O.	
Provisions réglementées	25 574			2 194			6 833	20 935
Provisions financières pour risques et charges	6 196		1 554			554		7 196
Provisions pour dépréciation des immobilisations	1 001		12			0	0	1 013
Total (I)	32 771	0	1 565	2 194	0	554	6 833	29 144
Dépréciations des stocks	496	14			69			441
Dépréciations et risques provisionnés (tiers)	17 207	3 920			170			20 957
Dépréciations et risques provisionnés (trésorerie)	564	0			0			564
Total (II)	18 267	3 934	0	0	239	0	0	21 962
Total général (I + II)	51 038	3 934	1 565	2 194	239	554	6 833	51 106

TABLEAU N° 5 • BIENS PRIS EN CREDIT-BAIL ET CONTRATS ASSIMILES

NEANT

ETATS ANNEXES

TABLEAUX 1 A 11 SYSCOA

TABLEAU N° 6 • ECHEANCES DES CREANCES A LA CLOTURE DE L'EXERCICE

(en millions de Fcfa)

Créances	Montant brut	Analyses par échéance				Autres analyses		
		à un an au + 31/12/2001	dont échues	à + d'un an et 2 ans au +	à + de 2 ans	montant en devise	montant envers les entreprises liées	montant représentés par effet
Créances de l'actif immobilisé								
26 Titres de participation	12 451				12 451			
27 Prêts	389	75		59	255			
27 Autres	1 643	1 643						
Créances de l'actif circulant								
40 Fournisseurs	890	890						
41 Clients	54 266	54 266						
42 Personnel	1 161	1 161						
43 Organismes sociaux	0	0						
44 Etat	4 639	4 639						
45 Organismes internationaux	317	317						
46 Associés/groupes	1 694	1 694						
47 Débiteurs divers	33 813	33 813						
48 Créances H.A.O.	0	0						
474/476 Charges constatées d'avance	3 608	3 608						
Total	114 871	102 106	0	59	12 706	0	0	0
prêts accordés en cours d'exercice	389							
remboursements obtenus en cours d'exercice	28							

TABLEAU N° 7 • ECHEANCES DES DETTES A LA CLÔTURE DE L'EXERCICE

(en millions de Fcfa)

Dettes	Montant brut	Analyses par échéance				Autres analyses		
		à un an au + 31/12/2001	dont échues	à + d'un an et 2 ans au +	à + de 2 ans	montant en devise	montant envers les entreprises liées	montant représenté par effet
Dettes financières et ressources assimilées								
16 Emprunt obligataire	12 000				12 000			
..... Autres dettes	25 769	3 181		2 763	19 825			
Total (I)	37 769	3 181	0	2 763	31 825			
..... Dettes crédit-bail								
..... Dettes/contrats								
Total (II)	0	0	0	0				
Dettes passif circulant								
40 Fournisseurs	0	0						
41 Clients	0	0						
42 Personnel	0	0						
43 Organismes sociaux	0	0						
44 Etat	0	0						
45 Organismes internationaux	0	0						
46 Associés/groupe	0	0						
47 Créiteurs divers	33 939	33 939						
48 Dettes H.A.O.	0	0						
474/476 Produits constatées d'avance	25 036	25 036						
Total (III)	58 975	58 975	0	0				
Total général (I + II + III)	96 744	62 156	0	2 763	31 825			

Emprunts souscrits en cours d'exercice 17 000
Emprunts remboursés en cours d'exercice 2 144

ETATS ANNEXES

TABLEAUX 1 A 11 SYSCOA

TABLEAU N° 8 • CONSOMMATIONS INTERMEDIAIRES DE L'EXERCICE

(en millions de Fcfa)

N° de compte	Nature	Montant
6051	Eau	59
6052	Electricité	1 052
6053	Autres énergies	1
6054	Fournitures d'entretien non stockables	2
6055	Fournitures de bureau non stockables	0
6056	Petit matériel et outillage	72
613	Transport pour le compte de tiers	0
614	Transport du personnel	161
6241	Entretien, réparation des biens immobiliers	235
6242	Entretien, réparation des biens mobiliers	81
627	Publicité, publications, relations publiques	321
628	Frais de télécommunications	14 738
632	Rémunération d'intermédiaires et de conseils	2 663

TABLEAU N° 9 • REPARTITION DU RESULTAT ET AUTRES ELEMENTS CARACTERISTIQUES DES 5 DERNIERES ANNEES

(en millions de Fcfa, sauf indication contraire)

Nature des indications	Exercices concernés ⁽¹⁾	2000	1999	1998	1997	1996
Structure du capital à la clôture de l'exercice ⁽²⁾						
Capital social		50 000	50 000	50 000	50 000	50 000
Actions ordinaires (en millions)		10	10	10	10	1
Actions à dividendes prioritaires (A.D.P) sans droit de vote						
Actions nouvelles à émettre						
par conversion d'obligations						
par exercice de droits de souscription						
Opération de résultat de l'exercice ⁽³⁾						
Chiffres d'affaires hors taxes		116 189	95 142	90 152	80 135	65 137
Résultats des activités ordinaires (R.A.O)		48 571	47 556	49 427	45 524	29 760
Hors dotations et reprises (exploitation et financières)						
Participation des travailleurs aux bénéfices						
Impôts sur le résultat		11 008	10 771	11 185	12 684	5 710
Résultat net ⁽⁴⁾		35 260	36 700	36 246	29 981	12 605
Résultat par action						
Résultat distribué ⁽⁵⁾		29 000	28 450	26 000	22 600	9 600
Dividende attribué à chaque action (en F CFA)		2 900	2 845	2 600	2 260	9 600
Personnel et politique salariale						
Effectif moyen des travailleurs au cours de l'exercice ⁽⁶⁾		1 385	1 334	1 350	1 344	1 794
Effectif de personnel extérieur		2	3	4	2	2
Masse salariale distribuée au cours de l'exercice ⁽⁷⁾		14 072	11 160	10 346	9 273	10 425
Avantages sociaux distribués au cours de l'exercice ⁽⁸⁾		1 110	1 214	1 111	635	760
(sécurité sociale, oeuvre sociale)						
Personnel extérieur facturé à l'entreprise ⁽⁹⁾		550	151	320	0	0

(1) Y compris l'exercice dont les états financiers sont soumis à l'approbation de l'Assemblée

(2) Indication en cas de libération partielle du capital, du montant du capital non appelé

(3) Les éléments de cette rubrique sont ceux figurant au compte de résultat

(4) Le résultat, lorsqu'il est négatif, doit être mis entre parenthèse

(5) L'exercice n correspond au dividende proposé du dernier exercice

(6) Personnel propre

(7) Total des comptes 661, 662, 663

(8) Total des comptes 664, 668

(9) Compte 667

ETATS ANNEXES

TABLEAUX 1 A 11 SYSCOA

TABLEAU N° 10 • PROJET D'AFFECTATION DU RESULTAT DE L'EXERCICE
(en millions de Fcfa)

Affectations	Montant	Origines	Montant
Réserves légales	0	report à nouveau antérieur (perte)	
Réserves statutaires ou contractuelles		report à nouveau antérieur (bénéfice)	
Autres réserves (disponibles)	6 260	résultat net de l'exercice	35 260
Dividendes	29 000	prélèvement sur les réserves	
Autres affectations			
Report à nouveau			
Total (A)	35 260	Total (E)	35 260

TABLEAU N° 11 • EFFECTIFS, MASSE SALARIALE ET PERSONNEL EXTERIEUR

I - PERSONNEL LOCAL

Qualifications personnel salarié	effectifs						masse salariale (en millions de Fcfa)					
	nationaux		autres états de l'UEMOA		hors UEMOA		nationaux		autres états de l'UEMOA		hors UEMOA	
	M	F	M	F	M	F	M	F	M	F	M	F
1 - Cadres supérieurs	258	53			2	313	2 592	532			175	3 299
2 - Techniciens supérieurs et cadres moyens	249	74				323	2 503	743				3 246
3 - Techniciens, agents de maîtrise et ouvriers qualifiés	361	174				535	3 628	1 748				5 376
4 - Employés, manœuvres, ouvriers et apprentis	195	19				214	1 960	191				2 151
Total (I)	1 063	320			2	1 385	10 683	3 214	0	0	175	14 072

Permanents
Saisonniers

2- PERSONNEL EXTERIEUR

Facturation
à l'entreprise

1 - Cadres supérieurs	
2 - Techniciens supérieurs et cadres moyens	
3 - Techniciens, agents de maîtrise et ouvriers qualifiés	
4 - Employés, manœuvres, ouvriers et apprentis	
Total (II)	550

Permanents
Saisonniers

M: masculin
F: féminin



ANNEXES AUX ETATS FINANCIERS DE SONATEL SA

RAPPORT FINANCIER 2000



ANNEXE AUX ETATS FINANCIERS

SONATEL S.A

1- Note sur les principes comptables

1.1. Base d'établissement des états financiers

Les états financiers sont établis sur la base des coûts historiques et présentés selon les principes et méthodes généralement admis au Sénégal Ils sont conformes aux prescriptions du Système Comptable Ouest Africain (SYSCOA) en vigueur depuis le 1er Janvier 1998.

1.2. Charges immobilisées

Les frais financiers se rapportant à des emprunts octroyés pour le financement des grands projets d'investissements et supportés durant la période de réalisation de ceux-ci jusqu'à la fin des travaux sont immobilisés.

Ils sont amortis sur une durée de cinq ans

Les logiciels "dissociés" (qui font l'objet d'une facturation distincte du matériel informatique) sont également immobilisés et amortis sur une durée de vie estimée à cinq ou trois ans.

Les différences de change à répartir sont évaluées conformément aux principes décrits au paragraphe 1. 7 "Emprunts en devises".

1.3. Immobilisations corporelles

Elles sont évaluées à leur coût d'acquisition comprenant le prix d'achat et les frais d'approche et amorties selon la méthode linéaire en fonction de leur durée de vie d'utilisation probable comme suit:

Construction	20 ans
Travaux de mise en valeur des terres	40 ans
Mobilier, matériel de bureau et de logement	10 ans
Agencements, aménagements, installations	10 ans
Matériel de transport	3 et 5 ans
Matériel d'exploitation:	
• Commutation	10 ans
• Transmission	10 ans
• Lignes et réseaux	10 ans
• Energie	8 ans
• Appareils de mesurc	8 ans
Matériel informatique	5 ans
Autres immobilisations	5 à 10 ans

Les immobilisations en cours sont enregistrées à leur coût d'acquisition et sont reclassées en immobilisations définitives à la mise en service.

1.4. Autres valeurs immobilisées

Elles concernent les avances et acomptes sur commande d'immobilisations, les prêts habitats et véhicule au personnel, le prêt de l'Etat au personnel pour l'acquisition d'actions de la Société (10%), 1es dépôts et cautionnement payés sur les abonnements d'eau et d'électricité mais aussi des loyers d'avance, les titres d'états PBE (*) et les titres de participation.

(*) PBE = Prélèvement pour le Budget de l'Etat

ANNEXE AUX ETATS FINANCIERS

SONATEL S.A

Ces immobilisations sont enregistrées et évaluées au coût historique

Sur les titres, des provisions pour dépréciation sont opérées lorsque la valeur actuelle à la clôture est inférieure au coût historique. La valeur actuelle à la clôture est soit le cours boursier pour les titres cotés, soit la valeur de l'actif net pour les titres non cotés

1.5 Stocks

Les stocks sont évalués au coût moyen pondéré des achats. Les valeurs retenues pour les achats locaux correspondent au coût réel ferme et non révisable figurant en annexe des contrats de marché.

Le coût d'achat des produits importés correspond à la valeur des marchés majorée des droits de douane et frais de transit.

Un inventaire physique réalisé à la fin de chaque exercice est évalué au coût moyen pondéré et une provision pour dépréciation des stocks est calculée sur l'ensemble des références en stock sur la base d'un taux modulé en fonction du rythme de consommation et de l'importance des quantités en stocks.

Les stocks d'articles sont dépréciés sur la base d'un taux de dépréciation déterminé comme suit:

$$\text{Taux de dépréciation} = \frac{\text{Stock final} - \text{Moyenne des consommations des 3 dernières années}}{\text{Stock Final}}$$

Depuis 1998, l'application de la formule de dépréciation des stocks a été réaménagée pour tenir compte de la connaissance qu'a le responsable de la gestion des Stock, de la rotation ou de l'obsolescence effective de chaque article.

Ainsi, les articles qui sont effectivement régulièrement utilisés dans le réseau ou qui ont été achetés pour la première fois au cours de l'exercice 1999 n'ont pas été dépréciés même si leur rotation a été faible.

1.6 Créances

1.6.1. Comptabilisation des prestations aux clients locaux

Les prestations sur les clients locaux sont facturées en Fcfa à la date d'émission de la facture et comptabilisées dans les comptes 41.

Les prestations non encore facturées à la date de clôture sont comptabilisées dans les comptes 418: Produits à recevoir.

Les créances sur les clients privés au titre des prestations de télécommunication qui ont plus d'un an d'ancienneté sont dépréciées à 100%.

ANNEXE AUX ETATS FINANCIERS

SONATEL S.A

1.6.2. Comptabilisation des produits du trafic international

Les balances de trafic sont établies mensuellement, bimestriellement ou trimestriellement sur la base des décomptes de trafic de la Sonatel et des correspondants. Elles sont enregistrées après acceptation par le correspondant étranger concerné dans un compte de débiteur ou créateur divers en fonction du solde des opérations du mois, du bimestre ou du trimestre

En fin d'année, une provision est calculée pour l'ensemble des balances de trafic non encore acceptées. Elle est comptabilisée en 4747 (produits à recevoir) lorsque le solde est en faveur de la Sonatel et en charges à payer dans le cas contraire dans les comptes débiteurs et créateurs divers (4746).

Les balances de trafic en devise, sont converties au cours du jour de leur comptabilisation. Les différences de change apparaissant lors du règlement d'une échéance sont passées en pertes ou profits divers.

Les balances de trafic établies en devises sont réactualisées au cours en vigueur à la clôture de l'exercice lorsqu'elles ne sont pas réglées et les différences de change sont traitées comme suit:

- les pertes de change potentielles sont comptabilisées dans les charges provisionnées de l'exercice,
- les profits de change latents ne sont pas comptabilisés.

Les écarts de conversion afférents sont constatés dans le bilan dans les comptes 478 ou 479 "écart de conversion".

Les créances sur les correspondants sont dépréciées au cas par cas en fonction de la solvabilité du correspondant.

1.7. Emprunts en devises

Les emprunts en devises sont convertis au cours de change en vigueur à la date de clôture de l'exercice et les montants ainsi obtenus sont rapprochés avec les valeurs comptabilisées sur la base des cours des devises à la date de réalisation des opérations. Les écarts constatés sont traités comme suit:

- Au Bilan:
 - les gains et les pertes de change potentiels sont comptabilisés dans les comptes 478 ou 479 (écart de conversion);
- Au compte de résultat:
 - les pertes de change latentes sur les opérations à moins d'un an sont comptabilisées dans les charges de l'exercice avec un réajustement de la valeur au bilan par le biais du compte 478 (écart de conversion);
 - les pertes de change latentes sur opérations à moins d'un an sont comptabilisées dans le compte 679 par le crédit du compte 499;
 - les pertes de change latentes sur les dettes en devises à plus d'un an sont comptabilisées au passif dans un compte "provision pour pertes de change" et la contrepartie est inscrite à l'actif du bilan dans le compte 478 "différence de change".

ANNEXE AUX ETATS FINANCIERS

SONATEL S.A

1.8. Provisions pour pertes et charges

1.8.1 Litiges

Tous les risques éventuels sur les litiges avec des tiers font l'objet d'une dotation aux provisions selon les informations fournies par les services juridiques de la Société. Les provisions sans objet sont rapportées au résultat.

1.8.2. Indemnités de départ à la retraite

Les indemnités dues au personnel lors du départ à la retraite ou dans un cadre contractuel font l'objet d'une provision pour pertes et charges.

1.9. Provision pour renouvellement de l'outillage et du matériel (PROM)

La société bénéficie d'une autorisation administrative pour la constitution de la PROM. Cette autorisation demeure jusqu'à la fin du monopole sur le téléphone fixe.

Cette provision est constituée selon les dispositions fiscales en vigueur au Sénégal. Elle est déterminée à partir d'une formule qui prend en compte les indices officiels de variation des prix de gros publiés par le Ministère chargé des Finances.

En consolidation, la dotation de l'exercice est annulée et le solde du compte est porté en réserves réglementées.

1.10. Les subventions d'investissements

Elles sont transférées au compte de régularisation passif conformément à la norme N°20 de l'IASC. La quote-part amortie de l'exercice est dans le compte de résultat.

Les impôts différés: des écritures d'impôts différés sont comptabilisées pour annuler l'effet de décalage temporaire des charges et produits dû à des considérations fiscales. La méthode du report variable est appliquée.

GROUPE SONATEL

RAPPORT SPECIAL DES COMMISSAIRES AUX COMPTES

GARECGO

MEMBRE DU RESEAU EURA-AUDIT INTERNATIONAL
44, avenue Faidherbe, BP 2763 DAKAR

RACINE

MEMBRE D'ERNST ET YOUNG INTERNATIONAL
22, Rue Ramez Bourgi, BP 545 DAKAR

SOCIETE NATIONALE DES TELECOMMUNICATIONS DU SENEGAL SONATEL RAPPORT GENERAL DES COMMISSAIRES AUX COMPTES ETATS FINANCIERS CONSOLIDES - EXERCICE CLOS LE 31 DECEMBRE 2000

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre Assemblée Générale, nous vous présentons notre rapport relatif à l'exercice clos le 31 décembre 2000, sur:

- le contrôle des états financiers consolidés des sociétés SONATEL (Société Nationale des Télécommunications du Sénégal) et SONATEL MOBILES,
- les vérifications spécifiques et les informations prévues par la loi.

I. Opinion sur les états financiers

Nous avons procédé à l'audit des états financiers consolidés, c'est-à-dire le bilan, le compte de résultat, le tableau financier des ressources et emplois (TAFIRE) ainsi que les notes annexes aux états financiers consolidés de Sonatel et Sonatel Mobiles pour la période du 1er janvier au 31 décembre 2000. Ces états financiers consolidés ont été établis par la Direction de la Sonatel et arrêtés par votre Conseil d'Administration. Il nous appartient, sur la base de notre audit, d'exprimer une opinion sur ces états financiers consolidés.

Notre audit a été effectué conformément aux normes généralement admises. Ces normes requièrent la mise en œuvre de diligences permettant d'obtenir l'assurance raisonnable que les états financiers ne comportent pas d'anomalies significatives. Un audit consiste à examiner, par sondages, les éléments probants justifiant les données contenues dans ces états financiers. Il consiste également à apprécier les principes comptables suivis et les estimations significatives retenues pour l'arrêté des comptes et à apprécier leur présentation d'ensemble. Nous estimons que nos contrôles fournissent une base raisonnable à l'opinion exprimée ci-après

A notre avis, les états financiers consolidés annexés au présent rapport sont réguliers et sincères et donnent une image fidèle de la situation financière consolidée des sociétés Sonatel et Sonatel Mobiles au 31 décembre 2000, de leurs résultats consolidés et de la variation de la situation financière consolidée pour l'exercice clos à cette date, conformément aux principes comptables généralement admis.

II. Vérifications et informations spécifiques

Nous avons également procédé aux vérifications spécifiques prévues par la loi.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les états financiers des informations données dans le rapport du Conseil d'Administration et dans les documents adressés aux actionnaires sur la situation financière et les comptes consolidés de la société.

Les Commissaires aux Comptes

GARECGO

MEMBRE DU RESEAU EURA-AUDIT INTERNATIONAL

Sadia FATY Associé

RACINE

MEMBRE D'ERNST ET YOUNG INTERNATIONAL

MAKHA SY Associé

GROUPE SONATEL

RAPPORT SPECIAL DES COMMISSAIRES AUX COMPTES

GARECGO

MEMBRE DU RESEAU EURA-AUDIT INTERNATIONAL
44, avenue Faidherbe, BP 2763 DAKAR

RACINE

MEMBRE D'ERNST ET YOUNG INTERNATIONAL
22, Rue Ramez Bourgi, BP 545 DAKAR

SOCIETE NATIONALE DES TELECOMMUNICATIONS DU SENEGAL SONATEL RAPPORT SPECIAL DES COMMISSAIRES AUX COMPTES articles 438 et suivants de l'acte uniforme de l'OHADA EXERCICE CLOS LE 31 DECEMBRE 2000

En application de l'article 440 de l'Acte Uniforme de l'OHADA relatif au droit des sociétés commerciales et du groupement d'intérêt économique, nous portons à votre connaissance les conventions visées aux articles 438 à 448 de cette loi. CONVENTIONS NEES AU COURS DE 5 EXERCICES ANTERIEURS ET DONT L'EXECUTION S'EST POURSUIVIE AU COURS DE L'EXERCICE 2000

I. CONVENTION DE COOPERATION AVEC FRANCE CABLES RADIO (FCR)

Administrateur concerné: Monsieur **Pierre GODINIAUX**

Nature et objet: Une convention de coopération technique a été signée le 21 juillet 1997 entre la Sonatel et la société France Câbles Radio. Cette dernière apporte à la Sonatel son savoir-faire et fournit les prestations suivantes:

- assistance technique à titre permanent par la mise à disposition de trois cadres expatriés;
- assistance technique ponctuelle par la réalisation de missions spécifiques;
- mise à disposition d'outils de gestion technique et commerciale.

Modalités: En contrepartie des prestations reçues, la Sonatel verse à la société France Câbles Radio une redevance annuelle forfaitaire calculée sur la base de 20% de la croissance du résultat des activités ordinaires et plafonnée à 1,5% du chiffre d'affaires annuel. Comme l'exercice précédent, la base de calcul de la redevance comprend les activités de téléphone fixe (Sonatel S.A) et téléphone mobile (Sonatel Mobiles).

Les prestations d'assistance ponctuelle et la fourniture d'outils de gestion sont facturées à la Sonatel par FCR. Les frais relatifs au personnel expatrié sont pris en charge dans leur intégralité par la Sonatel.

Effets: La convention a pris effet à partir du 21 juillet 1997. Les redevances dues au titre de l'exercice 2000 s'élèvent à 842 millions de Fcfa et se répartissent comme suit:

- redevance annuelle forfaitaire 402 millions
- assistance technique ponctuelle 177 millions
- charges relatives aux expatriés 263 millions

GROUPE SONATEL

RAPPORT SPECIAL DES COMMISSAIRES AUX COMPTES

GARECGO

MEMBRE DU RESEAU EURA-AUDIT INTERNATIONAL
44, avenue Faidherbe, BP 2763 DAKAR

RACINE

MEMBRE D'ERNST ET YOUNG INTERNATIONAL
22, Rue Ramez Bourgi, BP 545 DAKAR

2. CONVENTION DE CONCESSION

Administrateur concerné: Etat du Sénégal représenté par le Ministère de l'Economie, des Finances et du Plan

Nature et objet: Une convention de concession entre l'Etat du Sénégal et la Sonatel a été signée le 1er octobre 1985 et réactualisée le 21 juillet 1997.

Modalités: Par cette convention, l'Etat du Sénégal accorde à la Sonatel la concession des droits de l'Etat relatifs à l'établissement et à l'exploitation des réseaux et à la fourniture des services des télécommunications sur toute l'étendue du territoire sénégalais pour une durée de 20 ans, renouvelable tous les cinq ans.

Les Commissaires aux Comptes

GARECGO

MEMBRE DU RESEAU EURA-AUDIT INTERNATIONAL

Sadia FATY Associé

RACINE

MEMBRE D'ERNST ET YOUNG INTERNATIONAL

MAKHA SY Associé



PROJETS DE RESOLUTION



PROJETS DE RESOLUTION

projet de résolution n° 1

Quitus aux Administrateurs et aux Commissaires aux Comptes

L'Assemblée Générale, après avoir entendu la lecture du rapport du Conseil d'Administration sur la marche de la Société pendant l'exercice clos le 31 Décembre 2000 et du rapport général des Commissaires aux Comptes sur les comptes de cet exercice, approuve les états financiers de Sonatel SA (Compte de Résultat, Bilan, Tableau Financier des Ressources et Emplois et Etat annexes) dudit exercice tels qu'ils ont été présentés ainsi que les opérations traduites dans ces comptes et résumées dans ces rapports.

En conséquence, prenant acte du rapport spécial des Commissaires aux Comptes, l'Assemblée Générale donne aux Administrateurs et aux Commissaires aux Comptes quitus de l'exécution de leur mandat pour l'exercice clos au 31 Décembre 2000.

projet de résolution n° 2

Affectation du résultat de l'exercice 2000

L'Assemblée Générale, sur proposition du Conseil d'Administration et après en avoir délibéré, décide d'affecter ainsi qu'il suit, le bénéfice net de l'exercice clos le 31 décembre 2000, s'élevant à 35 260 391 965 (Trente Cinq Milliards Deux Cent Soixante Millions Trois Cent Quatre Vingt Onze Mille Neuf Cent Soixante Cinq) Francs cfa:

Réserve légale	0
Autres réserves	6 260 391 965
Premier dividende	3 000 000 000
Dividende complémentaire	26 000 000 000
TOTAL	35 260 391 965
(égal au bénéfice à affecter)	

PROJETS DE RESOLUTION

L'Assemblée Générale fixe en conséquence à 300 (Trois Cent) Francs cfa et 2.600 (Deux Mille Six Cent) Francs cfa respectivement le premier dividende brut et le dividende complémentaire brut revenant à chaque action.

Le total desdits dividendes bruts s'élevant à 2.900 (Deux Mille Neuf Cent) Francs cfa par action sera mis en paiement à compter du 23 Juillet 2001 à Dakar soit après déduction de la retenue à la source de 10% au titre de l'IRVM, un montant net de 2.610 (Deux Mille Six Cent Dix) Francs cfa.

projet de résolution n° 3

Affectation partielle en Réserve Spéciale de la PROM au 31/12/99

L'Assemblée Générale après avoir constaté un montant des investissements concernés de 20 872 379 878 Fcfa durant l'exercice 2000, décide d'affecter la provision pour renouvellement de l'outillage et du matériel au 31 décembre 1999, à concurrence de la quote-part d'outillage et matériel renouvelé en 2000, soit 7 387 774 410 (sept milliards trois cent quatre vingt sept millions sept cent soixante quatorze mille quatre cent dix) francs cfa en réserve spéciale pour renouvellement d'immobilisations.

projet de résolution n° 4

Pouvoirs

L'Assemblée Générale confère tous pouvoirs au porteur d'une copie du présent procès-verbal à l'effet d'effectuer toutes formalités légales et administratives de publicité.



Direction Générale
Département Communication
6, rue Wagane Diouf - Dakar Sénégal
Tél. (221) 839 12 00

SA au capital 50.000.000.000 de Fcfa

www.sonatel.sn